



Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, LE SAMEDI, 8 JANVIER 1944

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, JANUARY 8TH, 1944

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice aux droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en surplus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi, à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi.

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday.

MONTREAL - P. O.
M. LE PERCEPTEUR DU
REVENU PROVINCIAL
445 ST-GERMAIN

Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième fait connaître la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième indique le nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
5200—1-52

Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second designates the issue of the *Gazette* for the first insertion; the third indicates the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,

King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
5200—1-52

Lettres patentes

Letters Patent

"Dufay Lumber and Industrial Company Limited"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sept décembre 1943, constituant en corporation: Léon Faribault, avocat, Lucienne Germain, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, et Maurice Trudeau, avocat, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, posséder, vendre, faire le commerce, louer ou autrement acquérir des limites forestières, billots, bois de construction, dormants pour voie ferrée; manufacturer toutes sortes de bois de charpente, planches et matériaux de construction;

Ériger, acquérir, posséder, acheter, vendre, louer, transmettre, améliorer et exploiter des moulins à scie, moulins à raboter et autres moulins et bâtisses pour la fabrication du bois de charpente, dormants et matériaux de construction;

Broyer, exploiter, tirer, extraire, fondre, calciner, raffiner, traiter, amalgamer, manipuler et

"Dufay Lumber and Industrial Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of December, 1943, incorporating: Léon Faribault, advocate, Lucienne Germain, spinster, both of the City of Montreal, and Maurice Trudeau, advocate, of the City of Outremont, all of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To buy, own, sell, deal in, lease or otherwise acquire timber limits, logs, timber, railroad ties; to manufacture every and all kinds of lumber, boards and building materials;

To erect, acquire, own, buy, sell, lease, convey, improve and operate sawmills, planing mills and other mills and buildings for the manufacture of lumber, ties and building materials;

To crush, win get, quarry, smelt, calcine, refine, dress, amalgamate, manipulate and prepare

préparer pour le marché, acheter et vendre du minéral, de l'huile et tous autres produits et/ou sous-produits du pétrole, métaux et substances minérales de toutes sortes et faire toutes autres opérations métallurgiques susceptibles de favoriser les objets de la compagnie;

Rechercher, trouver, travailler, extraire, rendre propres au marché, vendre et faire le commerce du fer, de l'acier, du bronze, du cuivre, des produits et sous-produits du pétrole et de tous autres matériaux; exercer les métiers et commerces d'experts en fer, cuivre et bronze et de manufacturiers et rouleurs d'acier, de fer et d'autres métaux en tous modèles, produits, commodités et articles de toutes sortes;

Faire le commerce d'entrepreneurs, constructeurs, couvreurs, importateurs, marchands et manufacturiers de béton, ciment, asphalte, métal en feuille, préparations pour toitures et autres matériaux qui peuvent être employés directement ou indirectement par les entrepreneurs, constructeurs ou couvreurs, avec le droit d'agir comme agents pour d'autres personnes ou corporations faisant la même construction et aussi faire tout autre commerce semblable ou connexe au susdit, sous le nom de "Dufay Lumber and Industrial Company Limited", avec un capital total de cent cinquante mille dollars (\$150,000), divisé en trente mille (30,000) actions de cinq dollars (\$5) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le sept décembre 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
5201-o P. FRENETTE.

"The Chart and Market Service Inc."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trois décembre 1943, constituant en corporation: Galen Lee Prime, secrétaire, Frances R. Burger, sténographe, fille majeure, et Alastair M. Watt, avocat, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

(a) Acquérir l'actif de "The Chart and Market Service Reg'd".

(b) Imprimer et distribuer des cartes, des rapports du marché, des chiffres comparés, des items nouveaux, le tout ayant rapport à des questions financières, sous le nom de "The Chart and Market Service Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le trois décembre 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
5202 P. FRENETTE.

"The Optimist Club of Montreal"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sept décembre 1943, constituant en corporation sans capital-actions: Arthur W. Knowles, comptable agréé, de la cité de Westmount, Edward C. Nairn, manufacturier, et Harold A. Tansey, avocat, les deux derniers de la

for market, buy and sell ore, oil and all other petroleum products and/or by-products, metal and mineral substances of all kinds and to carry on any other metallurgical operations which may seem conducive to any of the company's objects;

To search for, get, work, raise, make merchantable, sell and deal in iron, steel, brass, copper, petroleum products and by-products and all other materials; to carry on the trades and businesses of iron, copper and brass masters and of manufacturers and rollers of steel, iron and other metals into any and all forms, products, commodities and articles of every kind;

To carry on business as contractors, builders, roofers, importers, dealers in and manufacturers of concrete, cement, asphalt, sheet metal, roof preparations and other materials which can be used directly or indirectly by contractors, builders or roofers with power to act as agents for other persons or corporations carrying on similar building and also to carry on any other business of a like nature or incidental to the foregoing, under the name of "Dufay Lumber and Industrial Company Limited", with a total capital stock of one hundred and fifty thousand dollars (\$150,000.00), divided into thirty thousand (30,000) shares of five dollars (\$5.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of December, 1943.

P. FRENETTE,
5201-o Assistant Deputy Attorney General.

"The Chart and Market Service Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of December, 1943, incorporating: Galen Lee Prime, secretary, Frances R. Burger, stenographer, spinster of the full age of majority, and Alastair M. Watt, advocate, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

(a) To take over the assets of The Chart and Market Service Reg'd.

(b) To print and distribute charts, market reports, comparative figures, new items, the whole having to do with financial matters, under the name of "The Chart and Market Service Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of December, 1943.

P. FRENETTE,
5202-o Assistant Deputy Attorney General.

"The Optimist Club of Montreal"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of December, 1943, to incorporate as a corporation without share capital: Arthur W. Knowles, chartered accountant, of the City of Westmount, Edward C. Nairn, manufacturer, and Harold A. Tansey, advocate, the two latter of the City of

city of Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Poursuivre et perpétuer le travail et l'entreprise jusqu'ici conduits par "The Optimist Club of Montreal", corps politique non incorporé.

Le nom de la corporation créée par les présentes lettres patentes est "The Optimist Club of Montreal".

Les pouvoirs susdits ne doivent pas être interprétés comme permettant à la corporation de conduire ou exploiter le jeu, les jeux de hasard ou jeux mixtes de hasard et d'habileté, et la corporation n'aura le droit d'obtenir et de détenir aucune licence de la Commission des Liqueurs de Québec;

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de vingt-cinq mille dollars (\$25,000).

Le siège social de la corporation sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le sept décembre 1943.

L'Assistant procureur général suppléant,
5203 P. FRENETTE.

Montreal, all of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on and perpetuate the work and undertaking heretofore carried on by The Optimist Club of Montreal, an unincorporated body.

The name of the corporation created by the present letters patent is "The Optimist Club of Montreal".

The foregoing powers are not to be interpreted as permitting the corporation to carry on or operate gambling games, games of chance or games of chance and skill mixed, nor shall the corporation be empowered to obtain and hold any license from the Quebec Liquor Commission;

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited to twenty-five thousand dollars (\$25,000.00).

The head office of the corporation will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of December, 1943.

P. FRENETTE,
5203-o Assistant Deputy Attorney General.

Demandes à la Législature

Avis est par les présentes donné que Reginald Gordon Granville, gentilhomme de la cité de Montréal, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour autoriser The Royal Trust Company et A. R. M. Boulton, exécuteurs testamentaires et fiduciaires aux termes du testament de Mary Everett, veuve de feu Charles King, et leur ordonner de payer audit Reginald Gordon Granville certaines sommes d'argent à même sa part de la succession pour rencontrer certaines obligations et pour acheter une propriété; de traiter comme revenu et non comme capital une partie des actions reçues par eux suivant le plan de réorganisation de Dominion Coal Company Limited, et pour confirmer son droit de disposer par testament de sa part de ladite succession, s'il meurt sans postérité.

Montréal, 9 décembre 1943.

L'avocat du requérant,
5058-51-4-o RENÉ CHÉNEVERT.

AVIS

Avis est par les présentes donné que la Municipalité du Village d'Hébertville Station, s'adressera à la Législature de Québec, lors de la prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale aux fins suivantes: "imposer et prélever une taxe spéciale dite "taxe de vente", dans les limites de la Municipalité du Village d'Hébertville Station, et autres fins.

Hébertville Station, ce 10 décembre 1943.

Le procureur de la requérante,
5059-51-4-o ANDRÉ GAUTHIER, avocat.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que le Crédit Foncier Franco-Canadien, corporation dûment constituée ayant son siège social dans la cité de Montréal, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine Session, pour l'adoption d'une loi amendement sa charte, savoir la loi 43-44 Victoria, chapitre 60, telle qu'amendée par 45 Victoria, chapitre 84; 47

Applications to Legislature

Notice is hereby given that Reginald Gordon Granville, of the city of Montreal, gentleman, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to authorize and order The Royal Trust Company and A. R. M. Boulton, testamentary executors and trustees under the last will of the late Mary Everett, widow of the late Charles King, to pay to the said Reginald Gordon Granville certain sums of money on account of his share of the estate to meet certain liabilities and to purchase a property; to treat as revenue and not as capital a part of the shares received by them under the plan or reorganization of Dominion Coal Company Limited and to confirm his right to will his share in the said estate should he die leaving no issue.

Montreal, December 9th, 1943.

RENÉ CHÉNEVERT,
5058-51-4-o Attorney for Petitioner.

NOTICE

Notice is hereby given that the Municipality of the Village of Hébertville Station, will apply to the Legislature of Quebec at its next session, for the passing of a special Act, for the following purposes: "to impose and levy a special tax, called "Sales Tax" within the limits of the Municipality of the Village of Hébertville Station and for other purposes.

Hébertville Station, December 10th, 1943.

ANDRÉ GAUTHIER, advocate,
5059-51-4 Attorney for the Petitioner.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Crédit Foncier Franco-Canadien, a Corporation duly incorporated and having its Head Office in the City of Montreal, shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, to secure the passing of a law amending its Charter, contained in the Statute 43-44 Victoria, Chapter 60, as amended by 45 Victoria, Chapter 84;

Victoria, chapitre 62; 63 Victoria, chapitre 74 et 7 Édouard VII, chapitre 99, aux fins suivantes: étendre les opérations qui font l'objet de la société; former en un groupement les porteurs de parts de fondateurs, de façon à leur permettre de se réunir en assemblée et de délibérer sur leurs intérêts communs; amender les règles relatives à l'administration de la société, notamment en ce qui concerne la rédaction des procès-verbaux et leur force probante; les attributions du conseil d'administration et les fonctions de directeurs; modifier les dispositions relatives à la composition et au lieu de l'assemblée générale, au mode de convocation, à la constitution du quorum, à la rédaction des procès-verbaux constatant les délibérations et à l'effet de celles-ci; modifier aussi les dispositions relatives aux demandes de prêts, aux conditions à insérer dans les actes de prêts, à la limite des prêts; pourvoir au remboursement des avances faites par la société; autoriser cette dernière à faire certaines modifications par règlements; pourvoir à la création et à l'utilisation éventuelle des reports à nouveau, des réserves et des provisions constituées par les assemblées générales, à la détermination des droits de diverses catégories d'intéressés dans les profits, les fonds de réserve et les provisions; adopter toutes autres dispositions convenables.

Montréal, 10 décembre 1943.

Les Procureurs de la requérante,
BEAULIEU, GOUIN, BOURDON, BEAULIEU
5060-51-4-o & MONTPETIT.

Canada, province de Québec, district de Québec.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que les Commissaires d'écoles pour la Municipalité de la ville de La Tuque s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins de ratifier une résolution adoptée par lesdits Commissaires le 3 novembre 1943, ladite résolution pourvoyant à ce qu'une évaluation fixe des biens immobiliers de la St-Maurice Power Corporation, dans la municipalité scolaire de la Ville de La Tuque serve de base aux cotisations qui seront imposées par lesdits Commissaires durant la présente année et jusqu'au 30 juin 1951.

La Tuque, ce 10 décembre 1943.

Le Procureur des requérants,
5061-51-4-o GEORGES ROY.

Avis est donné qu'une demande sera faite à la Législature de cette province, à sa prochaine session, par monsieur André Blaquièrre, cultivateur, de L'Étang du Nord, Îles de la Madeleine, pour l'adoption d'une loi pourvoyant à l'exécution du testament de feu Monseigneur J.-A.-H. Blaquièrre, curé du même lieu, par l'exécuteur nommé par le testateur, dont les pouvoirs sont terminés, définissant les pouvoirs et la durée des fonctions de cet exécuteur et confirmant les legs contenus dans ce testament.

Montréal, le 3 décembre 1943.

Les procureurs du Requérent,
5062-51-4-o GEOFFRION & PRUD'HOMME.

Avis est par les présentes donné que l'Association Nationale de Bénéfices Mutuels, société de secours mutuels légalement constituée, ayant son siège social à Montréal, s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi constituant ses membres actuels, ainsi que toutes les personnes

47 Victoria, Chapter 62; 63 Victoria, Chapter 74 and 7 Edward VII, Chapter 99, for the following purposes: to extend the operations forming the object of the Corporation; to form into a group the bearers of founders' shares, so as to permit them to meet and to deliberate upon their common interest; to amend the regulations concerning the administration of the Corporation, namely concerning the drafting of Minutes and their effect as evidence, the powers of the Board of Directors and the rights and duties of Managers; to modify the provisions concerning the composition and place of the General Meeting, the form of notices, the constitution of the quorum, the drafting of Minutes showing the deliberations and the effect of same; to modify also the provisions regarding the applications for loans, the conditions to be inserted in deeds of loan, the limit for loans, to provide for the reimbursement of advances made by the Corporation to authorize the Corporation to make certain changes by means of by-laws; to provide for the setting aside and the eventual use of amounts carried over, of reserves and of provisions set aside by General Meetings, the determination of the rights of various classes of parties interested in the profits, in the amounts of reserves and provisions; to adopt all other amendments deemed advisable.

Montreal, December 10th 1943.

BEAULIEU, GOUIN, BOURDON, BEAULIEU
& MONTPETIT,
5060-51-4-o Attorneys for the Petitioner.

Canada, Province of Quebec, District of Quebec.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the School Commissioners for the Municipality of the Town of La Tuque will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act ratifying a resolution adopted by the said School Commissioners on the 3rd of November 1943, the said resolution providing that a fixed valuation of the immovable property of St-Maurice Power Corporation in the School Municipality of Town of La Tuque shall serve as a basis for the assessments to be imposed by the said Commissioners during the present year and up to June 30th, 1951.

La Tuque, December 10th, 1943.

GEORGES ROY,
5061-51-4-o Attorney for Applicants.

Notice is given that application will be made to the Legislature of this Province, at its next session, by Mr. André Blaquièrre, Farmer, of L'Étang du Nord, Magdalen Islands, for the passing of a Statute providing for the execution of the Will of the late Monseigneur J. A. H. Blaquièrre, Curate of that place, by the executor named by the testator whose powers are expired, defining the powers and the duration of the powers of this executor and confirming the legacies contained in the Will.

Montreal, 3rd December 1943.

GEOFFRION & PRUD'HOMME,
5062-51-4-o Solicitors for Petitioner.

Notice is hereby given that "l'Association Nationale de Bénéfices Mutuels", a mutual benefit association duly incorporated, having its head office at Montreal, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of an Act incorporating its actual members, as well as all those who shall join them as a corporation

qui se joindront à eux en corporation sous le nom de l'Association Nationale de Bénéfices Mutuels, The National Mutual Benefit Association, aux fins de réaliser les opérations suivantes:

Toutes opérations d'assurance et de réassurance des personnes; et

Sans restreindre la généralité des pouvoirs ci-dessus, notamment, le pouvoir d'accorder à ses membres, leurs épouses, leurs enfants ou pupilles, des bénéfices en cas de maladie, d'accidents, de revers de fortune, y compris les services de médecins, de garde-malades ou d'hôpitaux; de payer une ou des sommes d'argent au décès de ses membres ou de quelqu'un des membres de leurs familles; de payer une indemnité à quelqu'un de ses membres frappés d'invalidité totale, temporaire ou permanente; de payer à quelqu'un de ses membres des rentes ou dotations; d'unir fraternellement ses membres et toutes les personnes qui seront par la suite admises dans la société aux fins de leur procurer des secours.

Le siège social de la société sera situé à Montréal. La société sera une société de secours mutuels, au sens de la Loi des Assurances de Québec (Statuts Refondus Québec, 1941, ch. 299).

Montréal, le 14 décembre 1943.

Les procureurs de la requérante,
PAGER, ARCHAMBAULT,
5087-51-4-0 LESPÉRANCE & DANSEREAU.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que Charles Godfroy de Tonnancour, Armand Godfroy de Tonnancour et Gustave Godfroy de Tonnancour, tous trois hommes d'affaires de la Cité d'Outremont, agissant en leur qualité d'exécuteurs testamentaires de feu Louis Charles Godfroy de Tonnancour, bourgeois, en son vivant de la Cité d'Outremont, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi déclarant la susdite Succession propriétaire à toutes fins légales des six-septièmes indivis des rentes constituées de la Seigneurie de La Vallière ou Yamaska.

Montréal, 14 décembre 1943.

Les procureurs des Requérents,
BEAULIEU, GOVIN, BOURDON, BEAULIEU
5067-51-4-0 & MONTPETIT.

AVIS DE BILL

Avis public est par les présentes donné que Messieurs Joseph Armand Cantin, commis, J. Edgar Levesque, contremaître, Joseph Paul Gérard Lapointe, ingénieur forestier, tous trois de Forestville, dans le comté de Saguenay, et Messieurs Edgar Porter, arpenteur géomètre et ingénieur forestier demeurant à Lauzon, et Archibald Campbell Butler, surintendant, demeurant à Québec, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, au cours de la prochaine session, pour obtenir la passation d'une Loi constituant en municipalité en vertu de la Loi des Cités et Villes, R.S.Q. 1941, chapitre 233, et ses amendements, un certain territoire situé dans le canton Laval, dans le comté de Saguenay, province de Québec, et désigné sommairement comme suit: le lot 5, rang I; les lots 16, 17, 18, 19, 20, 21 et 22 du rang II; les lots 16, 17, 18, 19, 20, 21 et 22 du rang III; le bloc A dans le rang III ainsi que certains lots de grève et à eau profonde en face du susdit bloc A; le bloc B et les lots 29, 30, 31 et 32 du rang III ainsi que certains lots de

under the name of "l'Association Nationale de Bénéfices Mutuels, The National Mutual Benefit Association", in order to transact the following business:

All classes of insurance and reinsurance of persons; and

Without restricting the generality of the foregoing powers, in particular, the power to grant to its members, their wives, their children or wards, benefits in case of sickness, accidents, reverses of fortune, including the services of doctors, nurses or hospitals; to pay a sum or sums of money in the case of the death of its members or any member of their families; to pay an indemnity to any of its members stricken with total, temporary or permanent incapacity; to pay to any of its members annuities or endowments; to unite in a brotherly manner its members and all those who shall later be admitted into the association with a view to helping them.

The head office of the association will be at Montreal.

The association will be a mutual benefit association, in the sense of the Quebec Insurance Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 299).

Montreal, December 14, 1943.

PAGER, ARCHAMBAULT,
LESPÉRANCE & DANSEREAU,
Attorneys for petitioner.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that Charles Godfroy de Tonnancour, Armand Godfroy de Tonnancour and Gustave Godfroy de Tonnancour, all three business men of the City of Outremont, acting in their quality of Testamentary Executors of the late Louis Charles Godfroy de Tonnancour, gentleman, in his lifetime of the City of Outremont, shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, to secure the passing of a law declaring the said Estate owner for all legal purposes of the undivided six-sevenths of the constituted rents of the Seigniorie of La Vallière or Yamaska.

Montreal, December 14th 1943.

BEAULIEU, GOVIN, BOURDON, BEAULIEU
& MONTPETIT,
Attorneys for the Petitioners.

NOTICE OF BILL

Public notice is hereby given that Messrs. Joseph Armand Cantin, Clerk, J. Edgar Levesque, Foreman, Joseph Paul Gérard Lapointe, Forestry Engineer, all three of Forestville, in the County of Saguenay, and Messrs. Edgar Porter, Quebec Land Surveyor and Forestry Engineer, of Lauzon, and Archibald Campbell Butler, Superintendent, of Quebec, will petition the Legislature of the Province of Quebec during the next Session to obtain the enactment of a Law erecting as a municipality under the Cities' and Towns' Act, R.S.Q. 1941, Chapter 233, and its amendments, a certain territory situated in the township of Laval, county of Saguenay, Province of Quebec, and designated as follows:—lot 5 range I; lots 16, 17, 18, 19, 20, 21 and 22, range II; lots 16, 17, 18, 19, 20, 21 and 22, range III; block A in range III and also certain beach and deep water lots located on the frontage of said lot A; block B and lots 29, 30, 31 and 32 in range III and also certain beach and deep water lots located on the frontage of said block B and lots of range III; part of block

grève et à eau profonde en front dudit bloc B et des susdits lots du rang III; une partie du bloc D dans le rang V; une partie du bloc E dans le rang V; partie des lots 1 et 2, le lot 3, partie des lots 4, 5 et 6 du rang X; partie des lots 22, 23 et 24 du rang XI; le lot 1 du rang VIII; la Baie Laval ainsi que l'Île Laval et les autres îles et îlots compris dans ladite baie; partie du bloc F dans le rang V; le lot 22 dans le rang XII; le tout dans le canton Laval et les eaux avoisinantes et tout autre territoire avoisinant qui sera jugé utile ou avantageux d'incorporer dans la dite municipalité; et déterminer par des dispositions spéciales le nom à être donné à la dite municipalité ainsi que son mode de Gouvernement et ses pouvoirs, la qualification requise pour faire partie de son conseil municipal et le mode d'élection des membres d'icelui, et pour d'autres fins.

Québec, le 17 décembre 1943.

JOSEPH ARMAND CANTIN,
J. EDGAR LEVESQUE,
JOSEPH PAUL GÉRARD LAPOINTE,
EDGAR PORTER,
ARCHIBALD CAMPBELL BUTLER.

Les procureurs des pétitionnaires,
TASCHEREAU, PARENT & CANNON. 5102-52-4-0

AVIS PUBLIC

Avis public est, par les présentes donné, que la cité de Shawinigan Falls s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi amendement sa charte aux fins suivantes: La création d'un quatrième quartier, qui sera détaché du quartier numéro trois actuel, le nouveau quartier devant porter le nom de quartier numéro quatre et correspondre au territoire de la paroisse érigée par décret canonique sous le nom de paroisse du Christ-Roi; Porter à huit le nombre des échevins, chaque quartier devant être représenté par deux échevins; Changer la date des procédures relatives à la mise en vigueur de la liste des électeurs municipaux, et celle de la présentation des candidats; Fixer la date où commence l'exercice ou année financière de la municipalité et ratifier les actes se rapportant à des exercices ou années financières acceptées *de facto* dans le passé; Rendre permanentes les conditions du fonds de pension pour les employés municipaux; Réglementer l'engagement et le maintien en service des employés d'hôtels et de restaurants, de façon que tels employés ne soient pas porteurs de germes susceptibles de transmettre une infection; Et pour toutes autres fins concernant la bonne administration de la Cité.

Shawinigan Falls, le 20 décembre 1943.

Le procureur de la cité de Shawinigan Falls,
5107-52-4-0 ALEX. BASTIEN.

Avis public est, par les présentes, donné que la Cité de Grand'Mère s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi modifiant sa charte aux fins suivantes:

1—Afin de faire déclarer qu'à l'avenir l'élection du maire et des échevins aura lieu tous les deux ans;

2—Afin de permettre une exemption d'impôts fonciers, pendant trois ans, sur les constructions nouvelles devant servir d'habitations et sur les améliorations et additions aux constructions servant ou devant servir d'habitations;

3—Afin de permettre de réglementer l'emplacement et le mode de construction des panneaux-réclames;

D range V; part of block E range V; part of lots 1 and 2, lot 3, part of lots 4, 5 and 6 range X; part of lots 22, 23 and 24 range XI; lot 1 range VIII; the Laval Bay and also the Laval Island and other Islands and Islets included in said Bay; part of block F range V; lot 22 range XII; all of these in Laval Township and the adjoining waters and any neighbouring territory that it might be found useful or advisable to include in the said municipality, and to determine by special provisions the name to be given to the said municipality as well as its form of government and its powers, the qualifications required to become a member of its Municipal Council and the manner of electing the members thereof, and for other purposes.

Quebec, December 17th., 1943.

JOSEPH ARMAND CANTIN,
J. EDGAR LEVESQUE,
JOSEPH PAUL GÉRARD LAPOINTE,
EDGAR PORTER,
ARCHIBALD CAMPBELL BUTLER.

TASCHEREAU, PARENT & CANNON,
Solicitors for the petitioners. 5102-52-4-0

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the city of Shawinigan Falls will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of an Act amending its charter for the following purposes: The creation of a fourth ward, to be detached from the present ward number three, the new ward to bear the name of Ward Number Four and to correspond with the territory of the parish erected by canonical decree under the name of the Parish of Christ-Roi; To increase the number of aldermen to eight, each ward to be represented by two aldermen; To change the date of procedures respecting the putting into force of the list of municipal electors, and that of the nomination of candidates; To fix the date when the fiscal year of the municipality shall begin and to ratify the acts connected with the fiscal years accepted *de facto* in the past; To render permanent the conditions of the pension fund of municipal employees; To regulate the hiring and the maintaining in service of hotel and restaurant employees, so that such employees shall not be germ carriers capable of spreading infection; And for all other purposes concerning the proper administration of the City.

Shawinigan Falls, December 20, 1943.

ALEX. BASTIEN,
Attorney for the city of Shawinigan Falls.
5107-52-4

Public notice is hereby given that the City of Grand'Mère will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act amending its charter for the following purposes:

1—To have it enacted that in the future the election of the Mayor and of the Aldermen shall take place every two years;

2—To allow the granting for a period of three years of an exemption from taxation on new buildings intended to be used as dwelling houses and on improvements and additions to buildings used or intended to be used as dwelling houses;

3—To allow to make regulations concerning the site and the mode of construction of signboards;

4—Afin de permettre de réglementer l'emplacement des affiches et enseignes et de soumettre le texte de telles affiches et enseignes au contrôle des autorités municipales;

5—Afin de rendre permanentes les conditions du fonds de pension pour les officiers et employés municipaux.

Grand'Mère, le 21 décembre 1943.

Les procureurs de la Cité de Grand'Mère,
5125-52-4-o DÉSILETS & DESHAIES.

CITÉ DE MONTRÉAL

AVIS

Avis public est par les présentes donné que la Cité de Montréal s'adressera à la Législature provinciale, lors de sa prochaine session, pour obtenir certaines modifications à sa charte, le statut 62 Victoria, chapitre 58, et aux différents statuts qui la modifient, sur les matières suivantes: indemnité des conseillers et du chef du conseil; pouvoirs du comité exécutif et du conseil; élections: droit de vote; règlements; budgets; dépenses capitales; finances; emprunts; intérêt; fonds de roulement; fonds d'amortissement; taxes; exemptions de taxes; taxe d'affaires; taxe de l'eau; permis (licences); rôles d'évaluation: délai pour plaintes; rôles de contribution foncière; rôles d'améliorations locales; estimation des immeubles; lignes homologuées; pavages; égouts; trottoirs; expropriations; tuyaux à l'eau; conduites souterraines; réclamations; approvisionnement d'électricité; vente d'immeubles pour taxes; soupapes de sûreté re égouts; contrat de la Compagnie des Tramways de Montréal; ratification de certains actes, conventions, règlements, résolutions, rôles, plans, etc.

Bureau du Greffier de la Cité,

Hôtel de Ville,

Montréal, le 24 décembre 1943.

Le Greffier de la Cité,
5128-52-4-o J.-ALPHONSE MONGEAU.

AVIS

Avis public est par les présentes donné que Philippe-Auguste Doyon, en religion Frère Auguste-Henri, Pierre-Victor Deshières, en religion Frère Camille-Ernest, Arthur Caron, en religion Frère Marie-Stratonique, Adolphe Nicol, en religion Frère Pierre-Adolphe, Lorenzo Tanguay, en religion Frère Lorenzo, tous membres de la congrégation des Petits Frères de Marie dits Frères Maristes, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'obtention d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Les Frères Maristes de Québec", avec pouvoir d'acquiescer certains biens de la "congrégation des Petits Frères de Marie dits Frères Maristes" et d'exercer en plus tous les droits et privilèges ordinaires des corporations civiles.

Québec, le 20 décembre, 1943.

Pour les requérants,

5127-52-4-o GUY HUDON.

CITÉ DE HULL

Avis est par les présentes donné que la Cité de Hull s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale amendant la Charte sur les matières suivantes: la division de la Cité en cinq quartiers qui devront être représentés au Conseil chacun par deux échevins élus, ou la

4—To allow to make regulations concerning the site of posters and signs and to submit the text of such posters and signs to the control of the municipal authorities;

5—To render permanent the conditions of the pension-fund for the municipal officers and employees.

Grand'Mère, December 21st, 1943.

DÉSILETS & DESHAIES,
5125-52-4-o Attorneys for the City of Grand'Mère.

CITY OF MONTREAL

NOTICE

Public notice is hereby given that the City of Montreal will apply to the Provincial Legislature at its next session, for certain amendments to its charter, the Act 62 Victoria, chapter 58, and to the various acts amending the same, on the following matters: indemnities to Councillors and Leader of Council; powers of the Executive Committee and of the Council; elections: right to vote; by-laws; budgets; capital expenditures; finances; loans; interest; working capital; sinking fund; taxes: tax exemptions; business tax; water tax; permits (licenses); valuation rolls; delay for complaints; real estate assessment rolls; local improvement rolls; valuation of immovables; homologated lines; pavings; sewers; sidewalks; expropriations; water mains; underground conduits; claims; supply of electric power; sale of property for taxes; safety valves re sewers; Montreal Tramways Company's contract; ratification of certain deeds, agreements, by-laws, resolutions, rolls, plans, etc.

City Clerk's Office,

City Hall,

Montreal, December 24th, 1943.

J.-ALPHONSE MONGEAU,
5128-52-4-o City Clerk.

NOTICE

Public notice is hereby given that Philippe-Auguste Doyon, in religion Brother Auguste-Henri, Pierre-Victor Deshières, in religion Brother Camille-Ernest, Arthur Caron, in religion Brother Marie-Stratonique, Adolphe Nicol, in religion Brother Pierre-Adolphe, Lorenzo Tanguay, in religion Brother Lorenzo, all members of the "congrégation des Petits Frères de Marie dits Frères Maristes", will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session to obtain an Act for the purpose of incorporating themselves under the name of "Les Frères Maristes de Québec", with power to acquire certain property from the corporation known as "La congrégation des Petits Frères de Marie dits Frères Maristes" and to exercise all the rights and privileges ordinarily granted to civil corporations.

Quebec, December 20th, 1943.

GUY HUDON,

5127-52-4-o For the petitioners.

CITY OF HULL

Notice is by these presents given that the City of Hull will present a petition to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the adoption of a special law to amend its Charter, upon the following matters: the division of the City in five wards to be each represented at the Council by two elected aldermen or the

réduction du nombre de quartiers existant actuellement et le changement de leurs limites et la représentation de chacun de ces quartiers au Conseil; la constitution d'une Commission de Police Indépendante, avec l'autorité au Conseil de définir et déterminer, par règlement, les pouvoirs et devoirs de la dite Commission; la nomination d'un Gérant municipal ou d'un Directeur des services municipaux et l'autorité par le Conseil de définir, par règlement, les pouvoirs et devoirs du dit Gérant ou Directeur; l'autorisation d'emprunter, par règlement, au moyen d'obligations, la somme de \$575,000.00 pour pourvoir à la consolidation de son fonds d'amortissement; l'autorisation au Conseil d'accorder, par règlement, une exemption de taxes temporaire et progressive sur certaines catégories de constructions nouvelles devant servir de résidences privées ou semi-privées; le changement dans la date de l'année fiscale.

Hull, le 18 décembre, 1943.

Le Greffier de la Cité,

H. LÉON LEBLANC.

Contresigné:

J. WILFRID STE-MARIE,

Procureur de la Cité de Hull. 5126-52-4-o

AVIS

Avis est par les présentes donné par la ville de Val d'Or qu'elle s'adressera à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi spéciale à l'effet de lui permettre:

1. De modifier la Loi 2, Geo. VI, Chapitre 118, afin de rendre obligatoire l'approbation par les propriétaires d'immeubles imposables les futurs règlements d'emprunt qui pourraient concerner les derniers montants de \$125,000.00 autorisés par la Charte et non encore utilisés;

2. D'amender l'article 173 de la Loi des cités et villes afin de changer la date des élections et la date de la présentation des candidats ainsi que le nombre d'échevins susceptibles d'être élus, afin d'élire trois échevins chaque année le 1er jour juridique de février, et ce pour un terme de deux ans;

3. D'amender l'article 446 de la Loi des cités et villes tel que remodifié par 4 Geo. VI, chapitre 96, afin d'imposer une taxe d'eau ne devant pas excéder 1% de la valeur du terrain telle que portée au rôle d'évaluation en vigueur, lorsque le tuyau maître des systèmes d'aqueduc et d'égouts passe devant des lots non-bâti, sans toutefois que la Ville soit tenue de poser les tuyaux de distribution jusqu'à l'alignement de la rue;

4. De vendre par le Ministère d'un huissier de la Cour Supérieure ou par toute autre personne désignée à cet effet par le Conseil, sans formalité de justice, les effets mobiliers, les automobiles ou autres biens meubles non réclamés après six mois, dont elle peut se trouver en possession lorsque ces biens meubles sont le produit d'un vol ou d'un recel ou lorsqu'ils ont été légalement saisis ou lorsqu'ils se trouvent en possession de personnes qui sont mortes et aux funérailles desquelles la Ville a dû pourvoir.

21 décembre 1943.

LA VILLE DE VAL D'OR,

par le secrétaire-trésorier,

5161-52-4-o

H. A. SOUCY. 5161-53-4-o

Avis est par les présentes donné que Georges-Henri Lavoie, négociant, de la Ville de Bagotville, et son épouse, Marie-Jeanne Tremblay,

reduction of the number of the actually existing wards and the change of their limits and the representation of each of said wards at the Council; the formation of an Independent Commission of Police, with the authority to the Council, to define and determine, by by-law, the powers and duties of said Commission; the nomination of a municipal Administrator or a Director of municipal services and the authorization to the Council to define, by by-law, the powers and duties of said Administrator or Director; the authorization to borrow, by by-law, by obligations, the sum of \$575,000.00 to consolidate its sinking funds; the authorization to the Council to grant, by by-law, a temporary and progressive exemption of taxes, upon certain categories of new constructions to be used as private or semi-private residences; the change in the date of the fiscal year.

Hull, December 18th, 1943.

H. LÉON LEBLANC,

City Clerk.

Countersigned:

J. WILFRID STE-MARIE,

Attorney for the City of Hull. 5126-52-4-o

NOTICE

Notice is hereby given that the Town of Val d'Or will petition the Legislature of Quebec at his next session praying that a special Act be enacted, to the effect of giving said Town of Val d'Or, powers:

1. To amend the Act 2, Geo. VI, Chapter 118, in order to render compulsory the approval by Municipal electors who are owners of taxable immovables of any future loan by-law pertaining to the last \$125,000.00 authorized by the Town's Charter and still unborrowed;

2. To amend section 173 of the Cities and Towns' Act in order to change the date for the elections and the date for the nomination of candidates and also the number of aldermen eligible to each election, in order that three aldermen be elected each year, on the First juridical day of February and for a two years term;

3. To amend section 446 of the Cities and Towns' Act as added by the Act 4, Geo. VI, Chapter 96, in order to exact payment on vacant lots of a water tax not exceeding 1% of the value of the land as entered on the Municipal roll in force, and in such a case it will not be compulsory for the Town to connect the said lots with the main pipes, providing the main pipes of the waterworks and sewage systems are installed in front of these lots non built upon;

4. To sell by auction through the Agency of a Bailiff of the Superior Court or any other person appointed by the Council for this purpose, without any legal formality, all moveable effects, automobiles or other moveables, not claimed within six months, which may be in its' possession, when the said moveables are the proceeds of theft or of a concealment of stolen goods or otherwise legally seized, or when they were in possession of deceased persons and for whose funeral the Town has had to provide.

December 21st, 1943.

THE TOWN OF VAL D'OR,

By: H. A. SOUCY,

Secretary-Treasurer.

Notice is hereby given that Georges-Henri Lavoie, merchant, of the Town of Bagotville, and his wife, Marie-Jeanne Tremblay, will

s'adresseront à la Législature à sa prochaine Session pour demander la passation d'une loi concernant l'adoption de Jean-Joseph-Lucien Bolduc Lavoie.

Chicoutimi, 22 décembre 1943.

Le Procureur des Requérants,
5165-53-4-0 CHS. ED. CHAYER.

Province de Québec

LA CORPORATION DE VILLE ST-JOSEPH

Avis public est par les présentes donné que La Corporation de Ville St-Joseph s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

1. Pour qu'un certain nombre des échevins soient élus par les propriétaires seuls;
2. Pour que les électeurs non propriétaires soient tenus de payer leurs taxes municipales avant le 15 novembre pour que leurs noms puissent être inscrits sur la liste électorale faite chaque année;
3. Pour que la Ville ait le droit d'imposer sur chaque bicycle une taxe ou licence d'au plus \$2.00 par année;
4. Pour que la Ville ait le pouvoir d'exproprier, sur le territoire de la Cité de Drummondville, les lisières de terrain nécessaires pour élargir le chemin du 3ième rang, dans la partie où le dit chemin sépare les deux municipalités, le tout sujet au consentement de la cité de Drummondville.

Les avocats de la requérante,
PAUL ROUSSEAU,
5164-53-4-0 JOSEPH MARIER.

AVIS PUBLIC

Avis public est, par les présentes, donné que la Corporation municipale du Village de Montmorency, corporation légalement constituée, ayant son siège social au Village de Montmorency, comté de Québec, dans le district de Québec, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi aux fins d'annexer à son territoire les territoires suivants:

1. Un lopin de terre étant une partie du lot N° 1 du cadastre officiel de la paroisse de Beauport, comté de Québec, contenant en superficie cinq millions soixante-sept mille pieds carrés, mesure anglaise, équivalent à cent trente-sept arpents soixante-neuf perches, et plus, étant la propriété du Kent, en la possession de la Compagnie Quebec Power;

2. Deux lopins de terre connus et désignés communément sous le nom de Le Plateau (sauf la partie déjà comprise dans la municipalité du Village de Montmorency), étant:

a) Le premier lopin de terre borné au nord-est et au sud-est par les limites actuelles de la Municipalité du Village de Montmorency, au sud-ouest par les limites de la Municipalité du Village de Beauport-Est, et limité au nord-ouest à la cime du deuxième coteau;

b) Le second lopin de terre borné au nord-est, au sud-est et au sud-ouest par les limites actuelles de la Municipalité du Village de Montmorency, et limité au nord-ouest par la cime du deuxième coteau.

L'adoption de ladite loi n'affectera en aucune manière le contrat existant entre la Municipalité du Village de Montmorency et les Compagnies Quebec Power et Quebec Railway, Light

apply to the Legislature at its next Session, for the passing of an Act respecting the adoption of Jean-Joseph-Lucien Bolduc Lavoie.

Chicoutimi, December 22nd, 1943.

CHS. ED. CHAYER,
5165-53-4 Attorney for the Petitioners.

Province of Quebec

CORPORATION OF THE TOWN OF ST. JOSEPH

Public notice is hereby given that the Corporation of the Town of St. Joseph will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of an Act for the following purposes:

1. So that a certain number of aldermen be elected by property owners only;
2. So that electors, who are not property owners, be obliged to pay their municipal taxes before the 15th of November so that their names may be entered on the electoral list made each year;
3. So that the Town shall have the right to levy a tax or license of, at the most, \$2 per year on each bicycle;
4. So that the Town may have the power to expropriate, on the territory of the City of Drummondville, the strips of land required to widen the 3rd Range Road, in the part where the said road separates the two municipalities, the whole subject to the consent of the City of Drummondville.

PAUL ROUSSEAU,
JOSEPH MARIER,
5164-53-4 Advocates for petitioner.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the municipal Corporation of Montmorency Village, a body corporate having its head office in the Village of Montmorency, in the County and District of Quebec, will apply to the Legislature of Quebec, at its next Session, for special Act annexing to its territory the following area:

1. A piece of land being a part of lot No. 1 of the official cadastre of the parish of Beauport, county of Quebec, containing an area of five millions and sixty-seven thousand square feet, English measure, equivalent to one hundred and thirty-seven arpents and sixty-nine perches, and more, known as Kent estate and belonging to the Quebec Power Company;

2. Two pieces of land commonly called Le Plateau (the part of which already within the Municipality of Montmorency Village being excepted), as follows:

a) The first piece of land bounded on the north-east and south-east by the actual limits of the Municipality of Montmorency Village, on the south-west by the limits of the Municipality of Beauport East Village, and limited on the north-west to the top of the second cliff;

b) The second piece of land bounded on the north-east, south-east and south-west by the actual limits of the Municipality of Montmorency Village, and limited on the north-west to the top of the second cliff.

This special Act shall affect in no way the Deed of agreement passed on the Tenth of January, 1939, between the municipal Corporation of Montmorency Village and the Quebec

& Power, passé le 10 janvier 1939, ainsi que les dispositions de l'article 18a de la loi 7 George V, chapitre 88 (3 George VI, chapitre 120), sauf que les taxes municipales grevant la propriété susdécrite au N° 1° seront payables à la Corporation du Village de Montmorency.

Québec, le 23 décembre 1943.

Les procureurs de la requérante,
5166-53-4-o GUÉRARD ET PELLAND.

Avis public est, par les présentes donné, que la Ville de Dolbeau s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, la loi 17 George V, chapitre 87, aux fins de changer le mode de nomination du gérant, la durée de son terme d'office, les pouvoirs dudit gérant et sa destitution; modifier ladite charte quant à ce qui concerne l'évaluation des machineries et accessoires placés dans les constructions et usines de ladite ville.

Dolbeau, le 27 décembre, 1943.

Le procureur de la Ville de Dolbeau,
5167-53-4-o J.-ALFRED DION.

Avis est par les présentes donné que la Cité de St-Lambert s'adressera à la Législature de Québec lors de sa prochaine session pour obtenir l'adoption d'une loi pour amender sa charte aux fins suivantes:

Inclure dans son territoire cette partie du fleuve St-Laurent qui se trouve entre son territoire actuel et les limites de la cité de Montréal; avoir le pouvoir d'évaluer et de taxer suivant sa valeur réelle la partie du Pont Victoria située dans ses limites; pourvoir à ce que les taxes d'eau soient garanties et recouvrables de la même façon et avec le même privilège que les taxes immobilières.

St-Lambert, le 28 décembre 1943.

Les procureurs du requérant,
5189-53-4-o GEOFFRION & PRUD'HOMME.

AVIS

Avis est, par les présentes, donné que M. Aimé Parent, administrateur, des cité et district de Montréal et président de la "Société d'Entreprise du Canada", (1 George VI, chapitre 145), dûment autorisé par la majorité des actionnaires de ladite corporation, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, aux fins d'obtenir une extension des délais prévus à l'article 18 de ladite loi et à toutes autres fins que de droit.

Montréal, le 27 décembre 1942.

Les procureurs du requérant,
5196-53-4-o LEBLANC & FILION.

AVIS

Avis est par les présentes donné que La Corporation de la Paroisse de St-Colomb de Sillery s'adressera à la Législature de la Province de Québec, réunie en Parlement, aux fins d'obtenir, à sa prochaine session, le pouvoir d'adopter des règlements pour les objets suivants, savoir:

1. Pour fixer la hauteur des étages des bâtiments;
2. Pour le ramonage des cheminées;
3. Pour fixer à soixante-six (66) pieds la largeur maxima des rues ou chemins nouveaux, et légaliser la largeur de ceux déjà ouverts;
4. Pour réglementer ou prohiber les affiches, enseignes et panneaux-réclame;

Power Company and Quebec Railway, Light & Power Company, and section 18a of the statute 7 George V, chapter 88 (3 George VI, chapter 120), except that municipal taxes levied on above-described property (No. 1) shall be payable to the municipal Corporation of Montmorency Village.

Quebec, December 23rd, 1943.

GUÉRARD AND PELLAND,
5166-53-4-o Attorneys for petitioner.

Public notice is hereby given that the Town of Dolbeau will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act amending its charter, the Act 17 George V, chapter 87, for the purpose of changing the mode of appointment of manager, the duration of his term of office, the powers of the said manager and his dismissal; to amend the said charter as regards the valuation of machinery and accessories installed in the buildings and plants of the said town.

Dolbeau, December 27, 1943.

J. ALFRED DION,
5167-53-4 Attorney of the Town of Dolbeau.

Notice is hereby given that the City of St. Lambert will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an Act to amend its charter for the following purposes:

To include in its territory that portion of the River St. Lawrence which lies between its present territory and the boundaries of the City of Montreal; to have the power to value and assess according to its real value that portion of Victoria Bridge situated within its limits; to provide that the water rates shall be secured and recoverable in the same manner and with the same privilege as provided for real estate taxes.

St. Lambert, December 28th, 1943.

GEOFFRION & PRUD'HOMME,
5189-53-4-o Attorneys for Applicant.

NOTICE

Notice is hereby given that Mr. Aimé Parent, administrator of the City and District of Montreal, and president of the "Société d'Entreprise du Canada", (1 George VI, chapter 145), duly authorized by the majority of the shareholders of the said corporation, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an extension of the delays provided by section 18 of the said Act and for any other lawful purposes.

Montreal, December 27th, 1943.

LEBLANC & FILION,
5196-53-4 Attorneys for the petitioner.

NOTICE

Notice is hereby given that the Corporation of the Parish of St-Colomb de Sillery will apply to the Legislature of the Province of Quebec, meeting in Parliament, at its next session, for the purpose of obtaining the power to adopt by-laws for the following purposes, namely:

1. To fix the height of stories of buildings;
2. For the sweeping of chimneys;
3. To fix at sixty-six (66) feet the maximum width of new streets or roads, and to legalize the width of those already open;
4. To regulate or prohibit advertisements, signs and posters;

5. Pour déterminer, d'après leur valeur réelle, les bâtiments qui pourront être érigés dans chacune des zones de la municipalité;

6. Pour homologuer des plans ou cartes du territoire de la municipalité avec indication des voies, rues, chemins et places publiques projetés;

7. Pour prélever annuellement, à titre de taxe, en sus de la taxe d'eau, sur tout lot pour lequel le propriétaire a requis et obtenu une extension des services d'aqueduc et d'égoût, un montant équivalant à 7% du coût de la construction de telle extension, et cela, aussi longtemps que le revenu de la taxe pour la consommation de l'eau sur ladite extension n'atteindra pas 7% du coût du prolongement desdits services;

8. Pour réglementer l'espèce et la situation des arbres le long des rues et chemins.

St-Colomb de Sillery, 28 décembre 1943.

Le procureur de La Corporation de Sillery,
5197-53-4-o PHILIPPE LANCTÔT.

AMENDEMENTS À LA CHARTE

Avis public est par les présentes donné par la Cité de Verdun qu'elle s'adressera à la Législature Provinciale, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte sur les matières suivantes:

- 1.—Habilité à occuper une charge municipale
- 2.—Listes électorales
- 3.—Élections municipales
- 4.—Identification des électeurs
- 5.—Pensions aux employés
- 6.—Contrat de la Compagnie des Tramways de Montréal
- 7.—Rôle d'Évaluation
- 8.—Améliorations locales
- 9.—Ratification de l'assistance pour le chauffage
- 10.—Imposition de taxes pour les services municipaux

Donné à l'Hôtel de Ville, Verdun, P.Q., ce 31ème jour de décembre 1943.

Le conseiller juridique de la cité de Verdun,
5214-1-4-o FRS. FAUTEUX.

AVIS

Avis est donné qu'à la prochaine session de l'Assemblée législative de la Province de Québec un acte spécial sera présenté par la Corporation de la Cité du Cap de la Madeleine à l'effet d'amender de nouveau la Charte de la dite Cité pour les objets suivants:

1. accorder au Conseil de la dite Cité la faculté d'adopter, nonobstant toute loi à ce contraire, de temps en temps, un ou des règlements, réduisant ou augmentant le nombre ou modifiant les limites des quartiers pour fins de représentation au dit Conseil;

2. changer le mode d'avis des séances ordinaires ou générales du dit Conseil et simplifier la procédure à cette fin;

3. ratifier à toute fin que de droit:

a) une résolution du dit Conseil portant le numéro 8727, et autorisant ce dernier à former une Commission de cinq membres, en rapport avec la fondation d'un Club d'Aviation, et octroyant à cette Commission certains droits, pouvoirs et privilèges;

b) un règlement du dit Conseil portant le numéro 236, pour exiger un avis de trente jours de la part de toute Corporation ou contribuable avant de pouvoir démolir, enlever ou changer toute bâtisse ou machinerie lui appartenant et

5. To determine, according to their real value, such buildings as may be erected in each of the zones of the municipality;

6. To homologate plans or maps of the territory of the municipality with indication of proposed roadways, streets, roads and public places;

7. To collect annually, under the title of taxes, over and above the water tax, on any lot for which the owner has requested and obtained an extension of waterworks and sewerage service, an amount equal to 7% of the cost of the construction of such extension, and this, for as long as the revenue from the tax for the consumption of water on the said extension does not amount to 7% of the cost of the prolongation of the said services;

8. To regulate the species of and sites for trees along streets and roads.

St-Colomb de Sillery, December 28, 1943.

PHILIPPE LANCTOT,
5197-53-4 Attorney for the Corporation of Sillery.

CHARTER AMENDMENTS

Notice is hereby given that the City of Verdun will apply to the Provincial Legislature at its next session, for amendments to the City Charter on the following subjects:

- 1.—Qualifications for municipal office
- 2.—Electoral list
- 3.—Municipal elections
- 4.—Identification of electors
- 5.—Pensions to employees
- 6.—Contract with Montreal Tramways Company
- 7.—Valuation Roll
- 8.—Local improvements
- 9.—Ratification of fuel assistance
- 10.—Imposition of taxes for municipal services

Given at the City Hall, Verdun, P.Q., this 31st December 1943

FRS. FAUTEUX,
5214-1-4-o City Solicitor.

NOTICE

Notice is hereby given that at the next session of the legislative Assembly of the province of Quebec a special bill shall be presented by the Corporation of the City of Cap de la Madeleine to amend the Charter of the said City for the following purposes:

1. to give to the Council of the said City power to adopt, notwithstanding any law to the contrary, from time to time, one or more by-laws, reducing or increasing the number or altering the boundaries of the wards in regard to Council representation;

2. to change the mode of notice for general or ordinary meetings of the said Council and simplify the procedure in regard thereto;

3. to ratify à toute fin que de droit:

a) Resolution of said Council number 8727 authorizing the same to establish a Commission of five members, in relation to the foundation of an Aviation Club, and granting to the said Commission certain rights, powers and privileges;

b) By-law of said Council bearing number 236 to secure a notice of thirty days from any Corporation or ratepayer before destroying, removing or changing any building or machinery owned by it and appearing on the assessment and taxa-

portée au rôle d'évaluation de la dite Cité et imposée par cette dernière, avec tous les pouvoirs incidents à l'exécution de ce règlement;

4. modifier la dite Charte touchant les matières plus haut mentionnées et d'autres semblables, et donner au dit Conseil les pouvoirs nécessaires à ces fins.

Cap de la Madeleine, 3 janvier 1944.

Le greffier de la Cité du Cap de la Madeleine,
5221-1-4-o FORTUNAT BEAUMIER.

tion rolls, with all powers incident to the enforcement of same;

4. to modify the said Charter as to the above and other similar matters, and to give to the said Council the necessary powers for that purpose.

Cap de la Madeleine, 3rd January 1944.

FORTUNAT BEAUMIER,
Clerk of the City of Cap de la
5221-1-4-o Madeleine.

Action en séparation de biens

Province de Québec. District de Montréal. Cour Supérieure. N° 224327. Dame Simonne Therrien, épouse commune en biens de Lorenzo Laperle, filtreur, des cité et district de Montréal, demanderesse; vs Le dit Lorenzo Laperle, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le vingt-troisième jour de décembre 1943.

Montréal, le 24 décembre 1943.

L'avocat de la demanderesse,
5212-o J. H. O. PAPIILLON.

Action for separation as to property

Province of Quebec. District of Montreal. Superior Court. No. 224327. Mrs Simonne Therrien, wife common as to property of Lorenzo Laperle, filter, of the city and district of Montreal, plaintiff; vs The said Lorenzo Laperle, defendant.

A suit for separation of property has been brought in that case the 23rd December 1943.

Montreal, December 24th 1943.

J. H. O. PAPIILLON,
5212-o Attorney for Plaintiff.

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 3908

Québec, le 24 décembre 1943.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Concernant des modifications au décret numéro 2683, du 9 octobre 1941, et amendements, relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région de Saint-Hyacinthe.

Attendu que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), le comité paritaire des barbiers et coiffeurs, juridiction de Saint-Hyacinthe, a présenté au Ministre du Travail une requête d'un certain nombre de coiffeurs et coiffeuses pour dames de Drummondville, à l'effet de modifier le décret numéro 2683, du 9 octobre 1941, et amendements, relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région de Saint-Hyacinthe;

Attendu que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, livraison du 20 novembre 1943;

Attendu qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

Attendu que, par décision rendue à sa séance du 14 décembre 1943, le Conseil régional du travail en temps de guerre de Québec a approuvé lesdites modifications et a ordonné à tous et à chacun des employeurs concernés de s'y conformer;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail, que ledit décret numéro 2683 soit modifié de la façon suivante:

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 3908

Quebec, December 24, 1943.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning modifications of the decree number 2683, of October 9, 1941, and amendments, relating to the barber and hairdresser trades in the district of St. Hyacinthe.

Whereas, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), the Parity Committee of Barbers and Hairdressers of St. Hyacinthe District has presented to the Minister of Labour a request from a certain number of ladies hairdressers (male and female) of Drummondville to modify the decree number 2683, of October 9, 1941, and amendments, relating to the barber and hairdresser trades in the district of St. Hyacinthe;

Whereas the said request has been published in the *Quebec Official Gazette* on November 20, 1943;

Whereas no objection against its approval has been set forth;

Whereas, by a decision taken at its meeting of December 14, 1943, the Regional War Labour Board for Quebec has approved the said modifications and ordered every employer concerned to abide by them;

It is ordained, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour, that the said decree number 2683 be modified in the following manner:

1.—Les heures de travail pour les coiffeurs et coiffeuses pour dames, Zone II, paragraphe "a" de l'article IV, sont remplacées par les suivantes, en ce qui concerne le lundi:

"Le lundi de 9.00 a.m. à 1.00 p.m."

2.—Les mots: "le Vendredi-Saint jusqu'à midi" sont ajoutés au paragraphe "e" de l'article X, à la suite des mots: "Les dimanches et fêtes d'obligation."

A. MORISSET,
5206-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 3909

Québec, le 24 décembre 1943.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Concernant des modifications au décret numéro 561, du 11 mars 1942, et amendements, relatif à la fabrication des boîtes de carton gaufré dans la province de Québec.

Attendu que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 561, du 11 mars 1942, et amendements, relatif à la fabrication des boîtes de carton gaufré dans la province de Québec, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier ledit décret;

Attendu que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, livraison du 20 novembre 1943;

Attendu qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

Attendu que le Conseil régional du travail en temps de guerre de Québec a autorisé la mise en vigueur des modifications proposées dans ladite requête, par décision rendue à sa séance du 14 décembre 1943;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail, que ledit décret numéro 561 soit modifié de la façon suivante:

1.—Le taux de "\$0.28", mentionné pour la catégorie "Râneuses" (Machine à râner les divisions), paragraphe "b" de l'article II, est remplacé par le taux de "\$0.35".

2.—Le taux de "\$0.28", mentionné pour la catégorie "Mécaniciennes" (Coupeur de coins, guillotine, emportepièce, machine à râner verticale), paragraphe "b" de l'article II, est remplacé par le taux de "\$0.35".

3.—La catégorie suivante est ajoutée au paragraphe "b" de l'article II, à la suite de la catégorie "Mécaniciennes" (Coupeur de coins, guillotine, emportepièce, machine à râner verticale):

	Premier semestre	Après 6 mois d'emploi
--	------------------	-----------------------

"Receveuses et fournisseuses	0.22	0.28."
------------------------------	------	--------

4.—Le taux de "\$0.33", mentionné dans le paragraphe "d" de l'article II pour les catégories "Râneuses" et "Mécaniciennes" (Coupeur de coins, guillotine, emportepièce, machine à râner verticale), est remplacé par le taux de "\$0.40".

5.—La catégorie suivante est ajoutée au paragraphe "d" de l'article II, à la suite de la caté-

1.—The hours of labour of ladies male and female hairdressers, for Monday, Zone II, section IV-a, are replaced by the following:

"On Monday from 9.00 a.m. to 1.00 p.m."

2.—The words: "Good Friday until 12.00 noon" are added to subsection "e" of section X, after the words: "On Sundays and holidays".

A. MORISSET,
5206-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 3909

Quebec, December 24, 1943.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning modifications of the decree number 561, of March 11, 1942, and amendments, relating to the manufacturing of corrugated paper boxes in the Province of Quebec.

Whereas, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by the decree number 561, of March 11, 1942, and amendments, relating to the manufacturing of corrugated paper boxes in the Province of Quebec, have presented to the Minister of Labour a request to modify the said decree;

Whereas the said request has been published in the *Quebec Official Gazette* on November 20, 1943;

Whereas no objection against its approval has been set forth;

Whereas the Regional War Labour Board for Quebec has authorized the enforcement of the modifications requested by a decision taken at its meeting of December 14, 1943;

It is ordained, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour, that the said decree number 561 be modified in the following manner:

1.—The rate of "\$0.35" is substituted to the rate of "\$0.28" actually mentioned for the category "Operators" (Partition Slotting Machine), subsection "b" of section II.

2.—The rate of "\$0.35" is substituted to the rate of "\$0.28" actually mentioned for the category "Operators" (Corner Cutter, Knife, Punch, Slotter up and down), subsection "b" of section II.

3.—The following category is added to subsection "b" of section II, after the category "Operators" (Corner Cutter, Knife, Punch, Slotter up and down):

	First 6 months	After 6 months
--	----------------	----------------

"Tailers and feeders	0.22	0.28"
--------------------------------	------	-------

4.—The rate of "\$0.40" is substituted to the rate of "\$0.33" actually mentioned for the categories "Operators" (Partition Slotting Machine) and (Corner Cutter, Knife, Punch, Slotter up and down), in subsection "d" of section II.

5.—The following category is added to subsection "d" of section II, after the category

gorie "Mécaniciennes" (Coupeur de coins, guil-
lotine, emportepièce, machine à rainer vertica-
le):

"Receveuses et fournisseuses..... 0.22"

A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

5207-o

"Operators" (Corner Cutter, Knife, Punch,
Slotter up and down):

"Tailers and feeders..... 0.22"

A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

5207-o

Avis divers

"AVIV TEXTILES LTD."

Extrait des minutes d'une assemblée du conseil d'administration de la compagnie Aviv Textiles Ltd., tenue en la cité de Montréal, le 2ième jour de novembre 1943:

"Il a été proposé, secondé et unanimement résolu que:

(a) La partie du règlement N° 3a de la corporation soit et elle est, par les présentes, amendée pour se lire comme suit:

"Les affaires de la corporation seront gérées par un conseil d'administration de quatre directeurs". (Au lieu de trois comme auparavant).

Le président,
D. BOSEM.

5208

Miscellaneous Notices

"AVIV TEXTILES LTD."

Extract of the minutes of a meeting of the Board of Directors of the Aviv Textiles Ltd., held at the City of Montreal, on the 2nd day of November 1943:

"It was thereupon moved, seconded and unanimously resolved that:

(a) That the part of by-law No. 3a of the Corporation be and same is hereby amended to read as follows:

"The affairs of the Corporation shall be managed by a board of Four Directors" (Instead of three directors as heretofor).

D. BOSEM,
President.

5208-o

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que "Grace Chapel", des Christian Brethren, 27 rue Montréal, Sherbrooke, Québec, présentera une requête au Lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, pour obtenir sa constitution en corporation en vertu de la Loi de la constitution de certaines églises, chapitre 311 des Statuts refondus de la province de Québec, 1941, et amendements.

Montréal, le 29 décembre 1943.

Le procureur de la requérante,
HOWARD S. ROSS.

57 ouest, rue St-Jacques,
Montréal. 5211-1-5

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that Grace Chapel, of the Christian Brethren, 27 Montreal Street, Sherbrooke, Quebec, will present a petition to the Lieutenant Governor in Council of the Province of Quebec for incorporation under the Church Incorporation Act, Chapter 311 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1941, and amendments.

Montreal, December 29, 1943.

HOWARD S. ROSS,
Solicitor for Petitioner.

57 St. James Street West,
Montreal. 5211-1-5-o

"TOPAZ DRESS INCORPORATED"

Règlement N° 8

"Les affaires de la compagnie seront gérées par un Conseil d'administration de trois (3) directeurs, dont deux formeront quorum, et dont chacun devra posséder au moins une (1) action du capital-actions de la compagnie, absolument en son nom propre."

Le président,
B. SOLTAN.

Le secrétaire,
J. J. LANG.

5220

"TOPAZ DRESS INCORPORATED"

By-law No. 8

"The affairs of the Company shall be managed by a Board of three (3) Directors, two of whom shall form a quorum, and each of whom must own at least one (1) share of stock in the Company, absolutely in his own right."

B. SOLTAN,
President.

J. J. LANG,
Secretary.

5220-o

Avis est par les présentes donné, conformément à la loi du régime des eaux courantes, que La Sarre Power Company Ltd., corps politique ayant sa principale place d'affaire au numéro 105, Côte de la Montagne à Québec, qui génère et distribue l'énergie électrique dans le district de l'Abitibi, demande au Lieutenant-gouverneur en Conseil la permission de maintenir et d'exploiter un barrage et une usine hydro-électrique construits au rapide N° 3 de la rivière La Sarre, lot 43, rang IX, canton La Sarre, paroisse de Saint-André de La Sarre, comté Abitibi.

Les originaux des plans et devis ont été déposés au Département des Terres et Forêts de la province de Québec, (Service Hydraulique) et

Notice is hereby given, in conformity with the Water-Course Act, that La Sarre Power Company Ltd., a body politic and corporate having its head office at No. 105 Mountain Hill, Quebec, which generates and distributes electric power in the district of Abitibi, requests the Lieutenant-Governor in Council permission to maintain and operate a dam and a hydro-electric plant built at No. 3 rapids of the La Sarre River, lot 43, Range IX, Township of La Sarre, Parish of Saint-André de La Sarre, County of Abitibi.

The original of the plans and specifications has been filed in the Department of Lands and Forests of the Province of Quebec (Hydraulic

copie des dits plans et devis a été déposée au bureau de la division d'enregistrement d'Abitibi, à Amos.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Québec, ce 21 décembre 1943.

LA SARRÉ POWER COMPANY LIMITED,
ZACHÉE LANGLAIS,
5110-52-4-o Ingénieur et Directeur-gérant.

Service) and copy of said plans and specifications has been filed in the office of the Registration Division of Abitibi, at Amos.

The petition contained in the request will be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*.

Quebec, this 21st of December, 1943.

LA SARRÉ POWER COMPANY LIMITED,
ZACHÉE LANGLAIS,
5110-52-4 Engineer and Managing Director.

Bills, Assemblée législative

AVIS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés avant le 28 décembre 1943 et présentés avant le 8 février 1944, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le 28 janvier 1944 et reçues avant le 2 février 1944, et les rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 22 février 1944.

Québec, le 3 décembre 1943.

Le Greffier,
5002-50-6-o ANTOINE LEMIEUX.

Bills, Legislative Assembly

NOTICE OF THE LEGISLATIVE ASSEMBLY

Relating to private bills to be introduced during the coming session

Under the rules and standing orders, private bills must be deposited before the 28th December, 1943 and introduced before the 8th February, 1944, petitions for the introduction of private bills must be presented before the 28th January, 1944 and received before the 2nd February, 1944, and the reports from select committees charged with the examining of private bills must be received before the 22nd February, 1944.

Quebec, 3rd December, 1943.

ANTOINE LEMIEUX,
5002-50-6-o Clerk.

Charte—Abandon de

Province de Québec.—District d'Arthabaska.

La Compagnie "Victoriaville Specialties Limited" donne par les présentes avis:

Qu'elle a vendu tous ses biens quelconques, y compris son achalandage, à la Compagnie "Victoriaville Specialties Company Limited" qui a assumé tous ses passifs;

Qu'elle demandera par requête au Lieutenant-Gouverneur en conseil de cette Province la permission d'abandonner sa charte immédiatement.

Victoriaville, 27 décembre, 1943.

Le secrétaire,
5213-o JOSAPHAT LARIVIÈRE.

Charter—Surrender of

Province of Quebec.—District of Arthabaska.

The company "Victoriaville Specialties Limited" hereby gives notice:

That it has sold all its assets whatsoever, including its goodwill, to the company "Victoriaville Specialties Company Limited" which has assumed all its liabilities;

That it will apply to the Lieutenant-Governor in Council of this Province for leave to surrender its charter immediately.

Victoriaville, December 27, 1943.

JOSAPHAT LARIVIÈRE,
5213 Secretary.

Département de l'Instruction publique

N° 1870-43

Québec, le 30 décembre 1943.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, par arrêté ministériel en date du 29 décembre 1943, de détacher de la municipalité scolaire de St-Luc, comté de St-Jean, le lot 33 et la partie du lot 32 du cadastre officiel de St-Luc, appartenant à M. Aurel L'Ecuyer, et de les annexer à la municipalité scolaire de la paroisse de Chambly, dans le comté de Chambly.

5209-o

N° 1286-37

Québec, le 30 décembre 1943.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, par arrêté ministériel en

Department of Education

No. 1870-43

Quebec, December 30th, 1943.

His Honor the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated the 29th of December 1943, to detach from the school municipality of St-Luc, County of St-Jean, lot 33 and that part of lot 32 on the official cadastre for St-Luc, belonging to Mr. Aurel L'Ecuyer, and to annex the same to the school municipality of the Parish of Chambly, in the County of Chambly.

5209-o

No. 1286-37

Quebec, December 30th, 1943.

His Honor the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated the 29th

date du 29 décembre 1943, d'annexer à la municipalité scolaire de Ste-Rose-de-Lima, comté de Chicoutimi, les lots nos 1 à 26 des rangs E. F. 1 et 11 du canton St-Germain, ainsi que les lots A. B. 1 à 15 inclusivement et le bloc A du rang I du canton Durocher, les lots A. B. 1 à 15 inclusivement du rang II du même canton, qui ne sont pas encore organisés au point de vue scolaire. 5210-o

of December 1943, to annex to the school municipality of Ste-Rose-de-Lima, County of Chicoutimi, lots Nos. 1 to 26 of Ranges E. F. 1 and 11 of the Township of St-Germain and also lots A. B. 1 to 15 inclusively and Block A of Range I of the Township of Durocher, lots A. B. 1 to 15 inclusively of Range II of same Township, which are not yet organized with a view to schools. 5210-o

Département du Travail

AVIS DE PROLONGATION DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le droit de prélèvement du Comité paritaire de l'industrie de la lithographie de la province de Québec, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1335, du 19 mai 1943, a été prolongé pour une période de trois (3) mois, à compter du 31 décembre 1943, aux mêmes taux et conditions, par l'arrêté en conseil numéro 3926, du 29 décembre 1943.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 8 janvier 1944. 5205-o

Department of Labour

NOTICE OF EXTENSION OF LEVY

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that the right to levy of the Lithographing Industry Parity Committee for the Province of Quebec, authorized by a by-law approved by Order in Council number 1335, of May 19, 1943, has been extended for a period of three (3) months, from December 31, 1943, with the same rate and conditions, by Order in Council number 3926, of December 29, 1943.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, January 8, 1944. 5205-o

Département du Trésor Assurances

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT

Avis est par le présent donné que la "Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de L'Ange-Gardien d'Angers", dans le comté de Papineau, a obtenu le permis et a été enregistrée pour assurer contre le feu, la foudre et le vent, les propriétés situées dans les limites de la dite paroisse et aussi les propriétés situées hors de ces limites, pourvu qu'elles soient situées entièrement dans les limites de la municipalité de comté dans lesquelles se trouve le principal siège d'affaires de la compagnie, les animaux de ferme, ainsi que les grains, foin, fourrages, instruments aratoires et meubles de ménage sur ou dans les propriétés susdites (tels risques n'étant ni des risques de commerce ni sur des bâtiments servant à des fins de commerce ou de manufacture, ni des risques extra-hasardés).

Donné conformément aux dispositions de l'article 121 de la Loi des Assurances de Québec, (chapitre 299, S.R.Q. 1941), ce 28ième jour de décembre 1943.

Le Surintendant des Assurances,
GEORGES LAFRANCE,
Pour le Trésorier de la Province.

5204-1-2-o

Department of Treasury Insurance

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND REGISTRATION

Notice is hereby given that "la compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de L'Ange-Gardien d'Angers", in the county of Papineau, has been licensed and registered for the purpose of insuring the property situated within said parish against fire, lightning or wind and also the properties outside of the limits thereof, provided they be situated entirely within the county municipality in which is situated the chief place of business of the company, farm live stock as well as the grain, hay, fodder, agricultural implements and furniture in or upon the properties aforesaid, (such risks being other than mercantile or on buildings for mercantile or manufacturing purposes, or extra-hazardous risks).

Given pursuant to the provisions of article 121 of the Quebec Insurance Act, (chapter 299, R.S.Q. 1941), this 28th day of December 1943.

GEORGES LAFRANCE,
Superintendent of Insurance,
For the Treasurer of the Province.

5204-1-2-o

Minutes de notaires

Notarial Minutes

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil par monsieur Gaspard Éthier, notaire, demeurant et pratiquant à

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-Governor in Council by Mr. Gaspard Éthier, notary, residing and practising at Saint-Flavien,

Saint-Flavien, Lotbinière, district judiciaire de Québec, par laquelle il demande la transmission des minutes, répertoire et index de feu J.-A. Verville, en son vivant notaire de Saint-Flavien, district judiciaire de Québec.

Québec, ce 6 décembre 1943.

Le Sous-secrétaire de la Province,
5025-50-5-0 JEAN BRUCHESI.

Lotbinière, judicial district of Quebec, whereby he asks for the transfer of the minutes, repertory and index of the late J. A. Verville, in his lifetime notary of Saint-Flavien, judicial district of Quebec.

Quebec, this 6th December, 1943.

JEAN BRUCHESI,
5025-50-5 Under Secretary of the Province.

Proclamation

Canada,
Province de Québec.
[G.S.] EUG. Fiset

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec,

SALUT.

ATTENDU que, pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour le DIX-HUIT JANVIER prochain, et en conséquence, nous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec, TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable sir EUGÈNE-MARIE-JOSEPH Fiset, chevalier, commandeur de Notre Ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de ladite Province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce TROISIÈME jour de DÉCEMBRE, l'an de grâce mil neuf cent quarante-trois et de Notre règne le septième.

Par ordre,
Le Secrétaire de la chancellerie à Québec,
ANTOINE LEMIEUX.

5001-50-6-0

Ventes pour taxes municipales

VILLE DE MALARTIC

Avis public est par les présentes donné que le terrain ci-après décrit, situé dans la Ville de Malartic, sera vendu à l'enchère publique, à l'Hôtel de Ville, 830 rue Royale, en la Ville de Malartic, MARDI, le VINGT-CINQUIÈME jour de JANVIER, 1944, à ONZE heures du matin, heure d'été, pour taxes municipales et scolaires dues, intérêt accru sur icelui et frais encourus et à encourir, à moins que le tout ne soit payé avant la vente:

Proclamation

Canada,
Province of Québec.
[G.S.] EUG. Fiset

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec,

GREETING.

WHEREAS, for various considerations, it is expedient to convoke the Legislature of the Province of Quebec for the dispatch of business, We hereby convene you for the EIGHTEENTH day of JANUARY next and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the City of Quebec, for the dispatch of the business of the Province and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well beloved the Honourable Sir EUGÈNE-MARIE-JOSEPH Fiset, Knight, Commander of Our most distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of Quebec, this THIRD day of the month of DECEMBER, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and forty-three and in the seventh year of Our Reign.

By command,
ANTOINE LEMIEUX,
Clerk of the Crown in Chancery at Quebec.

5001-50-6-0

Sales for Municipal Taxes

TOWN OF MALARTIC

Public notice is hereby given that the lot hereinafter described, situated in the Town of Malartic, will be sold at public auction at the Town Hall, 830 Royale street, in the Town of Malartic, on TUESDAY, the TWENTY-FIFTH day of JANUARY, 1944, at ELEVEN o'clock in the forenoon, Eastern Daylight Saving Time, for municipal and school taxes due, accrued interest thereon, and costs incurred and to be incurred unless paid before the sale:

James E. Wilson—Lot N° 244 du cadastre officiel du canton Fournière (maintenant Ville de Malartic), comté d'Abitibi.

Donné en la Ville de Malartic, ce vingt-quatrième jour du mois de décembre 1943.

Le secrétaire-trésorier,
5163-53-2-o L.-C. SAVARD.

Province de Québec.—District de Roberval.

MUNICIPALITÉ DE LA PAROISSE DE SAINT-JÉRÔME

Avis public est, par les présentes, donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du 29 décembre 1943, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 207) de vendre l'immeuble ci-dessous désigné pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la corporation municipale de la paroisse de Saint-Jérôme, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence, ledit immeuble sera vendu par encan public à la salle publique de Saint-Jérôme, le DEUX FÉVRIER 1944, à ONZE heures de l'avant-midi.

Toutefois, cet immeuble ne sera pas vendu si toutes les taxes exigibles sont payées avant le moment de telle vente, sauf celles de l'année 1944.

Cyrille Gagnon.—1.—Les lots 1-X, 1-V et 1-U, rang A, canton Métabetchouan.

2.—Un terrain mesurant 60 pieds de front sur environ 90 pieds de profondeur, faisant partie du lot 1-T, borné en front, vers l'est, à la route de l'église; en arrière, vers l'ouest et du côté nord, au lot 1-U, rang A, canton Métabetchouan.

Cet immeuble sera vendu avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, s'il y en a, et avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes y attachées.

Le prix d'adjudication sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à Saint-Jérôme, le 31 décembre 1943.

Le secrétaire-trésorier,
5217-1-2-o LAURENT PLOURDE.

Province de Québec, Comté du Lac St-Jean-Est

MUNICIPALITÉ DU CANTON DÉLISLE

Avis public est, par les présentes, donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du 29 décembre 1943, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 207) de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la corporation du canton Déglise, avec intérêt et frais, et qu'en conséquence, les dits immeubles seront vendus par encan public, dans la salle du conseil du canton Déglise, à St-Cœur-de-Marie, le CINQ FÉVRIER 1944, à DIX heures de l'avant-midi.

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels les taxes municipales non consolidées des années 1943 et antérieures et tous les versements échus des taxes consolidées auront été payés avant le moment de la vente.

1.—Dme Fernande Morissette-Dionne et Dme Emma Veilleux-Dionne.—Un terrain faisant partie du lot numéro 26, mesurant un arpent carré, tel que clôturé actuellement et borné au sud au chemin public, à l'est, à la ligne de division des lots numéros 25 et 26, au nord et à l'ouest à la balance du lot numéro 26.

James E. Wilson—Lot No. 244 of the official cadastre of the Township of Fournière (now Town of Malartic), Abitibi County.

Given at the Town of Malartic, this twenty-fourth day of December 1943.

L. C. SAVARD,
5163-53-2-o Secretary-Treasurer.

Province of Quebec.—District of Roberval.

MUNICIPALITY OF THE PARISH OF SAINT-JÉRÔME

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an Order dated the 29th December, 1943, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of section 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q. 1941, chapter 207) to sell the immovable hereinunder designated in payment of taxes due to the Municipal Corporation of the Parish of Saint-Jérôme, with interest and costs, and that, consequently, the said immovable will be sold by public auction in the public hall of Saint-Jérôme, on the SECOND of FEBRUARY, 1944, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

However, the said immovable will not be sold if all exigible taxes be paid before the time of said sale, save those of 1944.

Cyrille Gagnon.—1.—The lots 1-X, 1-V and 1-U, Range A, Township of Metabetchouan.

2.—A lot of land measuring 60 feet in front by about 90 feet in depth, forming part of lot 1-T, bounded in front, on the East by the "Route de l'église"; in rear, on the West, and on the North side, by lot 1-U, Range A, Township of Metabetchouan.

This immovable will be sold with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, if any, and with all active and passive, apparent and unapparent servitudes attached thereto.

The adjudication price will be payable immediately.

The sale shall be made, moreover, subject to right of redemption and other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at Saint-Jérôme, December 31st, 1943.

LAURENT PLOURDE,
5217-1-2 Secretary Treasurer.

Province of Quebec, County of Lake St. John-East

MUNICIPALITY OF THE TOWNSHIP DÉLISLE

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an order dated the 29th December, 1943, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of section 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q., 1941, chapter 207) to sell the immovables hereinafter designated in payment of arrears of taxes due the corporation of the Township Déglise, with interest and costs, and that consequently the said immovables will be sold by public auction, in the council hall of the Township Déglise, at St. Cœur-de-Marie, on the FIFTH of FEBRUARY, 1944, at TEN o'clock in the forenoon.

However, there shall be excluded from the sale those immovables whereon the non-consolidated municipal taxes for the year 1943 and previous years and all payments due on consolidated taxes shall have been paid before the time of the sale.

1.—Dame Fernande Morissette-Dionne and Dame Emma Veilleux-Dionne.—A lot of land forming part of lot number 26, measuring one square arpent, as actually fenced in and bounded on the South by the public road, on the East by the division line of lots numbers 25 and 26, on the North and West by the balance of lot number 26.

2.—Joseph Potvin:—Le lot numéro 28, rang 5, sauf à distraire l'emplacement appartenant à la commission scolaire de la paroisse de St-Cœur-de-Marie, acquis par acte numéro 31,041.

3.—Joseph Bhéreur:—a) Le lot 44, rang 4.

b) Le lot 45, rang 4, sauf à distraire la partie vendue à Georges Bouchard, par acte enregistré sous le numéro 25,907.

4.—Auguste Lemieux:—a) La demie ouest du lot numéro 4, rang 4.

b) Le quart est du lot numéro 5, rang 4.

5.—Sylvio Bergeron:—a) Un terrain faisant partie du lot numéro 15, rang 4, d'une grandeur de un arpent de front sur une demi-arpent de profondeur, borné au sud au chemin de front, à l'est et à l'ouest au terrain de Joseph Lapointe, au nord, partie au résidu dudit lot et partie au terrain de Jean Lapointe.

b) Un autre terrain situé également sur le lot numéro 15, rang 4, et contigu à celui ci-dessus décrit et mesurant 90 pieds de l'est à l'ouest sur 30 pieds du nord au sud et borné au sud, au terrain ci-dessus décrit (paragraphe a) et des autres côtés au terrain de Jean Lapointe.

6.—Théophile Lavoie:—a) Le lot numéro 27-B du rang 2, sauf à distraire:

1.—Un terrain appartenant à Williams Lavoie et réservé dans un acte de vente consenti à Quebec Development Co. par le dit Williams Lavoie et enregistré sous le numéro 16,065.

2.—La partie de terrain appartenant à Duke Price Power Co. pour l'avoir acquise de Alma Company Ltée, tel que décrit dans un acte enregistré sous le numéro 31,311.

b) Les lots numéros 28-A et 28-B, rang 2, sauf à distraire la partie de terrain appartenant à Duke Price Power Co. pour l'avoir acquise de Alma Company, tel que décrit dans l'acte enregistré sous le numéro 31,311.

7.—Joseph Maltais:—a) Le lot numéro 39-A, rang 2, sauf à distraire les droits concédés à Duke Price Power Co. par acte enregistré sous le numéro 33,251.

b) le lot numéro 39-B, rang 2.

8.—Joseph Maltais:—a) Le lot numéro 38-A, rang 1.

b) Le lot numéro 38-B, rang 1.

Tous ces lots et parties de lots sont connus et désignés aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel du canton Délsle et seront vendus avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, s'il y en a, et avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes attachées auxdits immeubles.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à canton Délsle, St-Cœur-de-Marie, ce 31 décembre 1943.

Le secrétaire-trésorier,
NOËL DUFOUR.

5215-1-2-o

2.—Joseph Potvin:—Lot number 28, Range 5, save to be deducted the emplacement belonging to the School Commission of the Parish of St-Cœur-de-Marie, acquired by deed number 31,041.

3.—Joseph Bhéreur:—a) Lot 44, Range 4.

b) Lot 45, Range 4, save to be deducted the part sold to Georges Bouchard, by deed registered under number 25,907.

4.—Auguste Lemieux:—a) The West half of lot number 4, Range 4.

b) The East quarter of lot number 5, Range 4.

5.—Sylvio Bergeron:—a) A lot of land forming part of lot number 15, Range 4, measuring one arpent in width in front by one half arpent in depth, bounded on the South by the front road, on the East and West by the land of Joseph Lapointe, on the North, partly by the residue of said lot and partly by the land of Jean Lapointe.

b) Another lot of land also situate on lot number 15, Range 4, and contiguous to the one above described and measuring 90 feet from East to West by 30 feet from North to South and bounded on the South by the land above described (paragraph a) and on the other sides by the land of Jean Lapointe.

6.—Théophile Lavoie:—a) Lot number 27-B of Range 2, save to be deducted:

1.—The lot of land belonging to Williams Lavoie and reserved in a deed of sale consented to the Quebec Development Co. by the said Williams Lavoie and registered under number 16,065.

2.—That part of the lot of land belonging to the Duke Price Power Co., acquired from the Alma Company Ltée, as described in a deed registered under number 31,311.

b) Lots numbers 28-A and 28-B, Range 2, save to be deducted that part of the lot of land belonging to Duke Price Power Co., acquired from the Alma Company, as described in a deed registered under number 31,311.

7.—Joseph Maltais:—a) Lot number 39-A, Range 2, save to be deducted the rights conceded to Duke Price Power Co., by deed registered under number 33,251.

b) Lot number 39-B, Range 2.

8.—Joseph Maltais:—a) Lot number 38-A, Range 1.

b) Lot number 38-B, Range 1.

All the said lots and parts of lots are known and designated on the official cadastral plan and in the book of reference of the Township Délsle and will be sold with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, if any, and with all the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the said immovables.

The purchase price of each of the said immovables will be payable immediately.

The sale shall, moreover, be subject to right of redemption and to the other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at the Township Délsle, St-Cœur-de-Marie, this 31st of December, 1943.

NOËL DUFOUR,
Secretary Treasurer.

5215-1-2

Province de Québec.—District de Montréal

VILLE LASALLE

Avis public est par les présentes donné que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère, à l'hôtel de ville de Ville LaSalle, MARDI, le VINGT-CINQ JANVIER 1944, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires avec intérêts, plus les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

La Commission Municipale de Québec, par décision en date du 18 novembre 1943, a autorisé une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles, sous l'autorité de la Loi des Cités et Villes, Article 550, tel qu'amendé par 24 Geo. V, chap. 32, section 3.

Province of Quebec.—District of Montreal

TOWN OF LASALLE

Public notice is hereby given that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the City Hall of the Town of LaSalle, on TUESDAY, the TWENTY-FIFTH of JANUARY 1944, at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy the payment of the municipal and school taxes, interests, plus the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interests and costs be paid before the sale.

The Quebec Municipal Commission, by a decision dated the 18th of November 1943, has authorized an abridged enumeration of the cadastral numbers of the immovables, under authority of Article 550 of the Cities and Towns' Act as amended by 24 Geo. V, chap. 32, section 3.

Nom-Name	Cadastre	Subdivision
Ellen M. Heeks	940.....	201, 202
Joseph-Avila Valois	940.....	375, 376
John Hughes	962.....	3 et-and
	960.....	90
avec bâties dessus construites.	with buildings thereon erected.	

- Daniel Faulker.....Pt. 960.
- 1.—Un terrain étant une partie du lot originaire du N° 960 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, ayant une superficie d'environ 13024 pieds carrés, situé dans Ville LaSalle et borné en front par la rue Hayward, en arrière par une ruelle portant le N° 44 de la subdivision officielle dudit lot N° 960 et d'un côté par le lot N° 93 de la subdivision officielle dudit lot N° 960, et de l'autre côté par le lot N° 104 de la subdivision officielle dudit lot N° 960, sans aucune garantie de mesure précise;
- 1.—A lot of land being part of original lot No. 960 on the official plan and book of reference of the parish of Lachine containing an area of about 13024 square feet, situated in the Town of LaSalle and bounded in front by Hayward Street, in rear by a lane designated under No. 44 of the official subdivision of the said lot No. 960 and, by one side, by lot No. 93 of the official subdivision of the said lot No. 960 and by the other side, by lot No. 104 of the official subdivision of the said lot No. 960 without any guarantee of exact measurements.
- 2.—Un terrain étant une partie du lot originaire N° 960 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine située dans Ville LaSalle ayant une superficie d'environ 10,472 pieds carrés et borné en front par la rue Centrale, en arrière par une ruelle portant le N° 44 de la subdivision officielle dudit lot N° 960, et d'un côté par le lot N° 105 de la subdivision officielle dudit lot N° 960, et de l'autre côté par une partie non subdivisée dudit lot N° 960, mesurant en front sur la rue Centrale 128 pieds et 1 pouce, en arrière 110 pieds et un pouce, et ayant une profondeur de 88 pieds, le tout mesure anglaise, et plus ou moins, sans aucune garantie de mesure précise.
- 2.—A lot of land being part of the original lot No. 960 on the official plan and book of reference of the parish of Lachine, situated in the Town of LaSalle, containing an area of about 10,472 square feet and bounded in front by Central Street, in rear by a lane designated under No. 44 of the official subdivision of the said lot No. 960 and, by one side, by lot No. 105 of the official subdivision of the said lot No. 960 and, by the other side, by a part of non-subdivided said lot No. 960, measuring in front by Central Street, 128 feet and one inch, in rear, 110 feet and one inch, and by 88 feet in depth, the whole English measure less or more without any guarantee of exact measurements.
- 3.—Un terrain étant une partie du lot originaire N° 960 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine situé dans Ville LaSalle, ayant une superficie d'environ 28,550 pieds carrés, et borné en front par la rue Centrale, en arrière par une ruelle portant le N° 41 de la subdivision officielle dudit lot N° 960, d'un côté par le lot N° 42 de la subdivision officielle dudit lot N° 960, et de l'autre côté par le lot N° 109 de la subdivision officielle du lot N° 960 et mesurant environ 324 pieds de largeur en front, 331 pieds et 6 pouces en arrière et 86 pieds de profondeur, le tout mesure anglaise et plus ou moins, sans aucune garantie de mesure précise.
- 3.—A lot of land being part of the original lot No. 960 on the official plan and book of reference of the parish of Lachine situated in the Town of LaSalle, containing an area of about 28,550 square feet, and bounded in front by Central St, in rear by a lane designated under No. 41 of the official subdivision of the said lot No. 960, by one side, lot No. 42 of the official subdivision of the said lot 960 and by the other side lot No. 109 of the official subdivision of lot No. 960, measuring in front about 324 feet in width, 331 feet and 6 inches in rear and 86 feet in length the whole English measure, more or less, without any guarantee of exact measurements.
- 4.—Un terrain étant une partie du lot originaire N° 960 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, situé dans Ville LaSalle, et ayant une superficie d'environ 16,911 pieds carrés, et borné en front par la rue Centrale, en arrière par la rue Chatelle, d'un côté par une ruelle portant le N° 42 de la subdivision officielle dudit lot N° 960 et de l'autre côté par le lot N° 54 de la subdivision officielle dudit lot N° 960, le tout mesure anglaise, plus ou moins, sans aucune garantie de mesure précise.
- 4.—A lot of land being part of the original lot No. 960 of the official plan and book of reference of the parish of Lachine, situated in the Town of LaSalle, and containing an area of about 16,911 square feet and bounded in front by Central Street, in rear by Chatelle Street, in one side by a lane designated under No. 42 of the official subdivision of the said lot No. 960 and the other side by the lot No. 54 of the official subdivision of the said lot No. 960, the whole English measure, more or less, without any guarantee of exact measurements.
- 5.—Un terrain étant une partie du lot originaire N° 960 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, situé dans Ville LaSalle, ayant une superficie d'environ 21,500 pieds carrés, borné en front par la rue Chatelle, en arrière par une ruelle portant le N° 38 de la subdivision officielle dudit lot N° 960, d'un côté par le lot N° 110 de la subdivision officielle du dit lot N° 960 et de l'autre côté par le lot N° 80 de la subdivision officielle dudit lot N° 960, mesurant 250 pieds de largeur par 86 pieds de profondeur, le tout mesure anglaise et plus ou moins, sans aucune garantie de mesure précise.
- 5.—A lot of land being part of the original lot No. 960 on the official plan and book of reference of the parish of Lachine, situated in the Town of LaSalle, containing an area of about 21,500 square feet, bounded in front by Chatelle Street, in rear by a lane designated under No. 38 of the official subdivision of the said lot No. 960 in one side by lot No. 110 of the official subdivision of the said lot No. 960 and the other side, by lot No. 80 of the official subdivision of the said lot No. 960 measuring 250 feet in width by 86 feet in length, the whole English measure, more or less, without any guarantee of exact measurements.
- 6.—Un terrain étant une partie du lot originaire N° 960 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, situé dans Ville LaSalle, ayant une superficie d'environ 6,450 pieds carrés borné en front par la rue Monette, en arrière par une ruelle portant le N° 38 de la subdivision officielle dudit lot N° 960, d'un côté par le lot N° 75 de la subdivision officielle dudit lot N° 960 et de l'autre côté par le lot N° 85 de la subdivision officielle dudit lot N° 960, mesurant 75 pieds de largeur par 86 pieds de profondeur, le tout mesure anglaise, et plus ou moins, sans aucune garantie de mesure précise.
- 6.—A lot of land being part of the original lot No. 960 on the official plan and book of reference of the Parish of Lachine, situated in the Town of LaSalle, containing an area of about 6,450 square feet, bounded in front by Monette Street, in rear by a lane designated under No. 38 of the official subdivision of the said lot No. 960., in one side by lot No. 75 of the official subdivision of the said lot No. 960 and the other side by the lot No. 85 of the official subdivision of the said lot No. 960, measuring 75 feet in width by 86 feet in length, the whole English measure and more or less, without any guarantee of exact measurements.
- 7.—Un terrain étant une partie du lot originaire N° 960 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, situé dans Ville LaSalle, ayant une superficie d'environ 16,911 pieds carrés, borné en front par la rue Chatelle, en arrière par la rue Monette, d'un côté par une ruelle portant le N° 39 de la subdivision officielle dudit lot N° 960 et de l'autre côté par le lot N° 53 de la subdivision officielle dudit lot N° 960, mesurant environ 187 pieds et 9 pouces de profondeur par 90 pieds de largeur, le tout mesure anglaise, et plus ou moins, sans aucune garantie de mesure précise.
- 7.—A lot of land being part of the original lot No. 960 on the official plan and book of reference of the parish of Lachine situated in the Town of LaSalle, containing an area of about 16,911 square feet, bounded in front by Chatelle Street, in rear by Monette Street, in one side by a lane designated under No. 39 of the official subdivision of the said lot No. 960 and the other side by the lot No. 53 of the official subdivision of the said lot No. 960., measuring about 187 feet and 9 inches of length by 90 feet of width the whole, English measure and more or less, without any guarantee of exact measurements.
- 8.—Un terrain de forme irrégulière, étant une partie du lot originaire N° 960 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, situé dans Ville LaSalle et borné en front, par la rue Chatelle, en arrière par le lot 38 de la subdivision officielle du lot 960, d'un côté par partie du lot originaire N° 959 et de l'autre
- 8.—A lot of land of irregular form being part of the original lot No. 960 on the official plan and book of reference of the parish of Lachine, situated in the Town of LaSalle, is bounded in front by Chatelle Street, in rear by the lot No. 38 of the official subdivision of the said lot No. 960, in one side by a part of the original

Nom-Name	Cadastre	Subdivision
----------	----------	-------------

côté par le lot 110 de la subdivision officielle dudit lot N° 960, mesurant en front sur la rue Chatelle 36.8 pieds, en arrière 18.8 pieds et ayant une profondeur de 86 pieds, le tout mesure anglaise et plus ou moins, sans aucune garantie de mesure précise.

9.—Un terrain de forme irrégulière étant une partie du lot originaire N° 959 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, située dans Ville LaSalle, est bornée en front par la rue Chatelle, en arrière par lot 52 de la subdivision officielle dudit lot N° 959, d'un côté par partie du lot originaire N° 960 desdits plan et livre de renvoi et de l'autre côté par le lot 143 de la subdivision officielle dudit lot N° 959, mesurant en front 13.2 pieds, en arrière 31.2 pieds et ayant une profondeur d'environ 86 pieds le tout mesure anglaise et plus ou moins, sans aucune garantie de mesures précises.

Daniel Faulkner.....	960.....	72. 73
" ".....	959.....	103, 104
" ".....	960.....	81
" ".....	960.....	78
" ".....	960.....	66, 67
" ".....	960.....	60 à-to 62
" ".....	et-and 959	151
" ".....	960.....	30
" ".....	960.....	pt. 60

Cette partie du lot N° 60 de la subdivision officielle du lot N° 959 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, étant une ruelle, à distraire, cependant la partie sud-est dudit lot déjà vendu à M. Paul-H. Lafleur & Mme Hélène Lafleur, épouse de J.-Raoul Rufange et mesurant environ 372 pieds.

LaSalle Development Co.....	959.....	152
Eug.-Jean Langlois et-and J.-P. Vermette, syndic.....	996.....	917, 918

Les immeubles susdits sont tous sur le plan et dans le livre de renvoi de la Paroisse de Lachine et situés dans la Ville LaSalle.

La dite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes attachées auxdits immeubles.

Condition de la vente, argent comptant ou chèque accepté.

Donné à l'Hôtel de Ville, Ville LaSalle, P.Q., ce 24ième jour de décembre 1943.

[Sceau]

Le secrétaire-trésorier de la Ville LaSalle,
5194-53-2-0 ALBERT GRAVEL.

lot No. 959 and the other side by lot No. 110 of the official subdivision of the said lot No. 960, measuring in front on Chatelle Street 36.8 feet, in rear 18.8 feet and having a length of 86 feet, the whole English measure, and more or less, without any guarantee of exact measurement.

9.—A lot of land of irregular form being part of the original lot No. 959 of the official plan and book of reference of the parish of Lachine, situated in the Town of LaSalle, is bounded in front by Chatelle Street, in rear by lot No. 52 of the official subdivision of the said lot No. 959, in one side by part of the original lot No. 960 of the said plan and book of reference and in the other side by lot No. 143 of the official subdivision of the said lot No. 959, measuring in front 13.2 feet, in rear 31.2 feet and having a length of about 86 feet the whole English measure and more or less, without any guarantee of exact measurements.

960.....	72. 73
959.....	103, 104
960.....	81
960.....	78
960.....	66, 67
960.....	60 à-to 62
et-and 959	151
960.....	30
960.....	pt. 60

This part of lot No. 60 of the official subdivision of lot No. 959, on the original plan and book of reference of the parish of Lachine, being a lane, to be withdrawn however, the south-east part already sold to Mr. Paul H. Lafleur & Mrs. Hélène Lafleur wife of J. Raoul Rufange, containing an area of about 372 feet.

959.....	152
996.....	917, 918

The above immovables are all in the plan and book of reference of the Parish of Lachine, and situated in the Town of LaSalle.

The said sale shall moreover be made with all servitudes, both active and passive, apparent or hidden, affecting such immovables.

Terms: cash or accepted cheque.

Given at the City Hall, Town of LaSalle, P.Q., this 24th day of December 1943.

[Seal]

ALBERT GRAVEL,
Secretary-treasurer of the Town of
5194-53-2-0 LaSalle.

VENTES PAR LES SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

ABITIBI

Cour supérieure. — District d'Abitibi
N° R-514 } BANQUE CANADIENNE DE
COMMERCE, de Rouyn, *versus*
RICHARD BENTLEY, autrefois de Val d'Or et maintenant de lieux inconnus, à savoir:

Comme appartenant au défendeur le lot de terre numéro soixante et cinq (65) subdivision du lot originaire numéro soixante et un (61) du rang huit (8) du cadastre officiel pour le canton Dubuisson, avec bâtiments y élevés, circonstances et dépendances, sera vendu à la porte de l'église paroissiale de Val d'Or, JEUDI le VINGT JANVIER 1944, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Cabinet du shérif, J.-U. DUMONT.
Amos, 13 décembre 1943. 5078-51-2-0
[Première publication, 18 décembre 1943]

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Superior Court. — District of Abitibi
No. R-514 } CANADIAN BANK OF COM-
MERCE, of Rouyn, *versus*
RICHARD BENTLEY, heretofore of Val d'Or and now of parts unknown, to wit:

As belonging to the defendant the lot of land number sixty-five (65) of the subdivision of original lot number sixty-one (61) of Range eight (8) of the official cadastre for the Township of Dubuisson, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, will be sold at the parochial church door of Val d'Or, on THURSDAY the TWENTIETH of JANUARY, 1944, at TWO o'clock in the afternoon.

J. U. DUMONT,
Sheriff's Office, Sheriff.
Amos, December 13, 1943. 5078-51-2
[First publication, December 18, 1943]

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Terris et de Bonis

Cour Supérieure,
Province de Québec,
District de Beauharnois, } **ANDRÉ SAUVÉ**,
N° 8331 } Retiré d'affaires,
de la Municipalité }
de St-Louis de Gonzague, dit District, demandeur;
vs ZOTIQUE BERTHIAUME, cultivateur, de
la Municipalité de la paroisse de St-Malachie
d'Orms town, dit District, défendeur.

Saisi comme appartenant au défendeur;

Une terre connue et désignée aux plan et livre
de renvoi officiels de la paroisse de St-Malachie
d'Orms town, comme étant partie du lot N°
sept-cent-quatre-vingt-six (N° 786 Pt.) bornée en
front par le chemin public, au trait-carré par les
terrains du quatrième rang, d'un côté au Nord-est
par le numéro 787 et de l'autre côté par le résidu
du dit lot N° 786 contenant environ soixante
arpents, plus ou moins, avec bâtisse dessus cons-
truite.

Pour être vendu en bloc; à la porte de l'Église
paroissiale de la paroisse de St-Malachie d'Orms-
town, Comté de Chateauguay, District de Beau-
harnois, le JEUDI le DIXIÈME jour de FÉ-
VRIER 1944; à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, P.-H. REID.
Salaberry de Valleyfield, ce 4ième jour de
janvier 1944. 5222-1-2-o
[Première publication, le 8 janvier 1944]

BONAVENTURE

Fieri Facias
Cour Supérieure

N° 5160 } **FREDERICK W. SNELL**,
marchand de bois, de New
Richmond, dans les comté et district de Bona-
venture, province de Québec, Demandeur; vs
THE NOUVELLE LUMBER COMPANY
LIMITED, un corps politique et incorporé ayant
autrefois son siège social à Hampton, province
du Nouveau-Brunswick et un bureau d'affaires
à un endroit appelé Robitaille dans les comté et
district de Bonaventure, province de Québec,
Défenderesse.

Tous les droits, titres, privilèges, améliorations
et tenure de la compagnie défenderesse sur les
propriétés immobilières suivantes:

1.—Canton de Nouvelle N° 1:

Comprenant tous les lots non vendus dans le
canton de Nouvelle compris dans les limites sui-
vantes, à savoir: Vers le nord par l'arrière ligne
dudit canton; vers l'est par le canton de Carleton;
vers le sud par le rang du Bassin de la Nouvelle;
et vers l'ouest par l'arrière ligne de la limite
à bois River Mann Brook East.

Comprenant les lots suivants:

Canton Nouvelle:

Rang 1— $\frac{1}{2}$ est du lot 3;
Rang 2— $\frac{1}{2}$ est du lot 14;
Rang 3—le lot 2; $\frac{1}{2}$ ouest du lot 12; $\frac{3}{4}$ sud du
lot 16;
Rang 5— $\frac{1}{2}$ nord de 16; $\frac{1}{2}$ nord de 17; le lot 18;
Rang 6—les lots 1, 2, 3, 16.

Canton de Dugal:

Rang 1—les lots 1 à 16 inclusivement, une
partie des lots 17, 19, 20, 23, 24 inclusivement,
(coupés par la ligne limitative); aussi la partie
non subdivisée.

Aussi le territoire situé au nord du canton
Nouvelle et borné comme suit: Vers le nord, en
partie par les limites à bois "River Mann East et
Argument Brook"; vers l'est, en partie par les

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Terris et de Bonis

Superior Court,
Province of Quebec, } **ANDRÉ SAUVÉ**,
District of Beauharnois, } retired from
No. 8331 } business, of the Mu-
nicipality of the Vil-
lage of St-Louis de Gonzague, said district,
plaintiff; vs ZOTIQUE BERTHIAUME, farm-
er, of the Municipality of the Parish of St-Ma-
lachie d'Orms town, said district, defendant.

Seized as belonging to the defendant.

A farm known and designated on the official
plan and in the book of reference of the Parish
of St-Malachie d'Orms town, as being part of
lot number seven hundred and eighty-six (Pt.
No. 786), bounded in front by the public road, at
the "trait-carré" by the lands of the fourth
range, on one side to the Northeast by No. 787
and on the other side by the residue of said lot
No. 786, containing about sixty arpents, more or
less—with buildings thereon erected.

To be sold "en bloc" at the parochial church
door of the Parish of St-Malachie d'Orms town,
county of Chateauguay, district of Beauharnois,
on THURSDAY, the TENTH day of FEB-
RUARY, 1944, at TEN o'clock in the forenoon.

P. H. REID,

Sheriff's Office, Sheriff.
Salaberry de Valleyfield, this 4th day of
January, 1944. 5222-1-2
[First publication, January 8th, 1944]

BONAVENTURE

Fieri Facias
Superior Court

No. 5160 } **FREDERICK W. SNELL**,
Lumber dealer, of New Rich-
mond, in the county and district of Bonaventure,
Province of Quebec, Plaintiff; vs THE NOU-
VELLE LUMBER COMPANY LIMITED,
body corporate and politic with Head Office
formerly at Hampton, Province of New Bruns-
wick and a business office at the place called
Robitaille in the county and district of Bona-
venture, province of Quebec, Defendant.

All the rights, titles, privileges, improvements
and tenure of the defendant company in the
following immoveable property:

1.—Township of Nouvelle No. 1:

Comprising in the township of Nouvelle all the
unsold lots comprised within the following
boundaries, viz: towards the north by the rear
line of said township; towards the east by the
township of Carleton; towards the south by
range du Bassin de la Nouvelle; and towards the
west by the rear line of timber limit River Mann
Brook East.

Comprising the following lots:

Township Nouvelle:

Range 1—east $\frac{1}{2}$ of lot 3;
Range 2—east $\frac{1}{2}$ of lot 14;
Range 3—lot 2; west $\frac{1}{2}$ of lot 12; south $\frac{3}{4}$ of lot
16;
Range 5—north $\frac{1}{2}$ of 16; north $\frac{1}{2}$ of 17; lot 18;
Range 6—lots 1, 2, 3, 16.

Township of Dugal:

Range 1—lots 1 to 16 inclusive, part of lots 17,
19, 20, 23, 24 inclusive, (cut by limit line); also
the unsubdivided part.

Also the territory situated north of Nouvelle
township and bounded as follows: towards the
north, partly by timber limits "River Mann
East and Argument Brook"; towards the east,

cantons d'Angers et Carleton; vers le sud par l'arrière ligne du canton de Nouvelle; et vers l'ouest par la limite River Mann East.

Le tout avec toutes les circonstances et dépendances.

Pour être vendues au bureau de la deuxième division d'enregistrement pour le comté de Bonaventure, à Carleton, le VINGTIÈME (20ième) jour de JANVIER 1944, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, J.-A. GOULET.
New-Carlisle, 9 décembre 1943. 5079-51-2
[Première publication, 18 décembre 1943]

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure.—District de Montréal

Montréal, à savoir: { J. OSIAS LAMOTHE, 217784 } J. demandeur; vs J. PAUL VERMETTE, en sa qualité de curateur à la succession vacante de feu Eugène Jean Langlois, défendeur.

"Une terre située en la Paroisse de Laprairie dans le rang appelé "La Pépinière" de la contenance de deux arpents de front par vingt-sept arpents de profondeur, plus ou moins, et étant connu et désigné sous le numéro cent trente-trois (133) des plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse de Laprairie, bornée en front par le chemin de front de "La Pépinière", en profondeur par le chemin de la Côte Noire, d'un côté par Louis Marcell, et de l'autre côté par Moïse Brosseau.

A distraire cependant du dit immeuble: une lisière de terrain formant partie du lot numéro cent trente-trois (ptie 133) des plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse de Laprairie, comté de Laprairie; borné au nord-est par le chemin de la Grande-Ligne; au sud-est par le lot numéro cent trente-quatre (134); au nord-ouest par le lot numéro cent trente-deux (132); au sud-ouest par le résidu dudit lot numéro cent trente-trois (133), propriété de M. E. J. Langlois; mesurant cinquante-trois pieds et huit-dixièmes (53.8) à l'extrémité nord-ouest; cinquante-trois pieds (53) à l'extrémité sud-est, sur une longueur de trois cent quatre-vingt-deux pieds (382) dans la ligne sud-ouest et contenant en superficie cinq cent cinquante-cinq millièmes d'arpent (0.555);

L'emprise totale se trouve donc être de cinq cent cinquante-cinq millièmes (0.555) d'arpent, mesure anglaise, le tout tel que plus particulièrement décrit au plan et au certificat préparés et délivrés par Monsieur Paul Beique, arpenteur Juré, en date du cinq février mil neuf cent trente et un (1931)."

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGTIÈME jour de JANVIER prochain; à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, L. P. CAISSE.
Montréal, 15 décembre 1943. 5080-51-2-o
[Première publication, 18 décembre 1943]

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure.—District de Montréal

Montréal, à savoir: { DAME JUDITH BÉ-223153 } LANGER, épouse contractuellement séparée de biens de Edmond Martineau, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse, demanderesse; vs RAOUL OUIMET, défendeur.

partly by the township of Angers and Carleton; towards the south by the rear line of the township of Nouvelle; and towards the west by limit River Mann East.

The whole with all circumstances and dependencies.

To be sold at the office of the Second Registration Division for the county of Bonaventure at Carleton, on the TWENTIETH (20th) day of JANUARY, 1944, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, J. A. GOULET, Sheriff.
New Carlisle, December 9th, 1943. 5079-51-2-o
[First publication, December 18th, 1943]

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Superior Court.—District of Montreal

Montreal, to wit: { J. OSIAS LAMOTHE, 217784 } J. plaintiff; vs J. PAUL VERMETTE, in his quality of curator to the vacant estate of the late Eugène Jean Langlois, defendant.

A farm situate in the Parish of Laprairie in the range called "La Pépinière", measuring two arpents in front by twenty-seven arpents in depth, more or less, and being known and designated under number one hundred and thirty-three (133) on the official plan and in the book of reference of the Parish of Laprairie, bounded in front by the front road of "La Pépinière", in depth by the Côte Noire Road, on one side by Louis Marcell, and on the other side by Moïse Brosseau.

To be deducted, however, from the said immovable: a strip of land forming part of lot number one hundred and thirty-three (Pt. 133) of the official plan and in the book of reference of the Parish of Laprairie, county of Laprairie; bounded on the Northeast by the Grande-Ligne road; on the Southeast by lot number one hundred and thirty-four (134); on the Northwest by lot number one hundred and thirty-two (132); on the Southwest by the residue of said lot number one hundred and thirty-three (133), the property of Mr. E. J. Langlois; measuring fifty-three feet and eight tenths (53.8) at the Northwest extremity; fifty-three feet (53) at the Southeast extremity, by a length of three hundred and eighty-two feet (382) in the Southwest line and containing an area of five hundred and fifty-five thousandths of an arpent (0.555);

The total area is therefore five hundred and fifty-five thousandths (0.555) of an arpent, English measure, the whole as more amply described on the plan and in the certificate prepared and delivered by Mr. Paul Beique, sworn Land Surveyor, dated the fifth of February, one thousand nine hundred and thirty-one (1931).

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTIETH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L. P. CAISSE, Sheriff.
Montreal, December 15, 1943. 5080-51-2
[First publication, December 18, 1943]

Fieri Facias de Terris

Superior Court.—District of Montreal

Montreal, to wit: { DAME JUDITH BÉ-223153 } LANGER, wife separate as to property by marriage contract of Edmond Martineau, and the latter to authorize his said wife, plaintiff; vs RAOUL OUIMET, defendant.

"Un emplacement ayant front sur la rue St-Denis, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant la subdivision numéro cinq cent quatre-vingt-deux du lot originaire numéro quinze (N°15-582) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de St-Jean-Baptiste, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par cent pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, avec bâtisses dessus érigées portant les Nos civiques 4234 à 4238 de la dite rue St-Denis, avec droit de passage en commun avec tous autres y ayant droit dans la ruelle en arrière du dit emplacement."

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX FÉVRIER prochain, à ONZE heures du matin

Bureau du shérif, L. P. CAISSE, 5223-1-2-o
Montréal, 4 janvier 1944.
[Première publication, 8 janvier 1944]

Le shérif,

L. P. CAISSE, 5223-1-2-o

An emplacement fronting on St. Denis street, in the city of Montreal, known and designated as being subdivision number five hundred and eighty-two of original lot number fifteen (No.15-582) on the official plan and in the book of reference of the Incorporated Village of St. Jean Baptiste, measuring twenty-five feet in width by one hundred feet in depth, English measure and more or less—with buildings thereon erected, bearing civic Nos. 4234 to 4238 of said St. Denis street, with right of way in common with all others having a right thereto in the lane in rear of the said emplacement.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the TENTH of FEBRUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L. P. CAISSE, Sheriff. 5223-1-2
Montreal, January 4, 1944.
[First publication, January 8, 1944]

L. P. CAISSE,

Sheriff.

Montreal, January 4, 1944.

[First publication, January 8, 1944]

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure.—District de Montréal

Montréal, à savoir: { SAM LABOW, en sa 214943 qualité de tuteur de Florence Sharpe, Demandeur; vs PEARL SHARPE, épouse séparée de biens de Harry Leibovitz et ce dernier pour autoriser sadite épouse et al, défendeurs et BELLA SHARPE, fille majeure et usant de ses droits es-nom et en sa qualité de tutrice de PAULINE, DOROTHY ET NORMAN SHARPE, aussi défenderesse.

La demie sud-est du lot numéro quatre cent quarante-cinq étant une subdivision du lot originaire numéro onze aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Côte St-Louis, ladite demie mesurant vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-huit pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, avec les bâtisses dessus érigées et bornée en front par la rue Clarke, en arrière par une ruelle, du côté sud-est par le lot numéro quatre cent quarante-quatre de ladite subdivision et au nord-ouest par le résidu dudit lot numéro quatre cent quarante-cinq, la maison dessus érigée portant les numéros civiques 5304 et 5306 rue Clarke, cité de Montréal.

Pour être vendue, à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIXIÈME jour de FÉVRIER prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$600 sera exigé de tout offrant et enchérisseur, suivant jugement de l'honorable Juge Casgrain en date du 30 décembre 1943.

Bureau du shérif, L. P. CAISSE, 5224-1-2
Montréal, le 4 janvier 1944.
[Première publication, le 8 janvier 1944]

Le shérif,

L. P. CAISSE, 5224-1-2

Fieri Facias de Terris

Superior Court.—District of Montreal

Montreal, to wit: { SAM LABOW, in his quality as tutor to Florence Sharpe, plaintiff; vs PEARL SHARPE, wife separate as to property of Harry Leibovitz and the latter to authorize his said wife et al, defendants and BELLA SHARPE, fille majeure et usant de ses droits es-nom and in her quality of tutrix to PAULINE, DOROTHY AND NORMAN SHARPE also defendant.

The South-east half of lot number four hundred and forty-five being a subdivision of original lot number eleven on the official plan and book of reference of the Incorporated Village of Cote St-Louis, measuring the said half twenty-five feet in width by eighty-eight feet in depth, English measure and more or less, with the buildings thereon erected and bounded in front by Clarke St., in rear by a lane, on the south-east side by lot number four hundred and forty-four of the said subdivision, and to the northwest by the residue of said lot number four hundred and forty-five, the house thereon erected bearing civic Nos. 5304 and 5306 Clarke St., City of Montreal.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the TENTH day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$600 shall be exacted from each and every bidder pursuant to a Judgment of the Honourable Mr Justice Casgrain, dated December 30th 1943.

Sheriff's Office, L. P. CAISSE, Sheriff. 5224-1-2-o
Montreal, January 4th, 1944.
[First publication, January 8th, 1944]

L. P. CAISSE,

Sheriff.

Montreal, January 4th, 1944.

[First publication, January 8th, 1944]

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: { DAME MARIE HARDY N° 47179 BUSSIÈRES, veuve, St-Casimir, comté de Portneuf; contre ONÉSIME GINGRAS, cultivateur, St-Ubal, comté de Portneuf, savoir:

La moitié nord-ouest du lot N° 171 (½ de cent soixante et onze) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Ubal, comté de Portneuf, étant une terre située dans le rang St-Achille, contenant un arpent de largeur sur une profondeur d'environ 26 arpents, bornée à ses deux extrémités opposées par les cordons dudit rang St-Achille; du côté nord-ouest à l'acquéreur et du côté sud-est à Henri Hardy, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances; sous réserve

QUÉBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: { DAME MARIE HARDY No. 47179 BUSSIÈRES, widow, St-Casimir, County of Portneuf; against ONÉSIME GINGRAS, farmer, St-Ubal, county of Portneuf, to wit:

The Northwest half of lot No. 171 (½ of one hundred and seventy-one) of the official cadastre for the parish of St-Ubal, county of Portneuf, being a farm situate in the St-Achille Range, measuring one arpent in width by a depth of about 26 arpents, bounded at its two opposite extremities by the "cordons" of the said St-Achille Range; on the Northwest side by the purchaser and on the Southeast side by Henri Hardy—with the buildings thereon erected, cir-

des privilèges enregistrés au nom de la Seigneurie Price.

Pour être vendue à la porte de l'Église paroissiale de St-Ubald, comté de Portneuf, le ONZIÈME jour de FÉVRIER prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Le shérif,
Québec, ce 5 janvier 1944. L. LAPIERRE.
[Première publication, 8 janvier 1944] 5219-1-2-o
[Deuxième publication, 22 janvier 1944]

Fieri Facias

Cour du Recorder

Québec, à savoir: } LA CITÉ DE QUÉBEC;
N° 3288/43 } contre Dame MARIE
LEMAITRE DE LOTTINVILLE, de la cité de Montréal, dans le district de Montréal, veuve de A. J. Nadeau, en son vivant de notre cité de Québec, dans notre district de Québec, défenderesse; et MAURICE NADEAU, de la cité de Montréal, dans le district de Montréal, en sa qualité d'héritier de feu Dame A. J. Nadeau, défenderesse susdite, jugement signifié le 25 novembre 1943; et GERMAINE NADEAU, de la cité de Montréal, dans le district de Montréal, en sa qualité d'héritière de feu Dame A. J. Nadeau, défenderesse susdite, jugement signifié le 25 novembre 1943, défendeurs es-qualité, à savoir:

Le lot N° 1503 (mille cinq cent trois) du cadastre officiel pour le quartier Jacques-Cartier, maintenant quartier Saint-Roch, de la cité de Québec, étant un emplacement situé coin des rues Saint-Joseph et Grant (présentement Mgr Gauvreau), mesurant 80 pieds et 4 pouces de largeur sur 49 pieds et 9 pouces de profondeur, contenant en superficie 3,990 pieds, mesure anglaise, équivalent à 3,513 pieds français, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. A la charge d'une rente annuelle de \$2.31 payable chaque année en faveur de la succession W. W. Baby, représentée par Mlle Alice Caron.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le ONZIÈME jour de FÉVRIER prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Le shérif,
Québec, ce 5 janvier 1944. L. LAPIERRE.
[Première publication, 8 janvier 1944] 5225-1-2-o
[Deuxième publication, 22 janvier 1944]

cumstances and dependencies, under reserve of privileges registered in the name of the Price Seignior.

To be sold at the parochial church door of St-Ubald, county of Portneuf, on the ELEVENTH day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L. LAPIERRE, Sheriff.
Québec, this 5th January, 1944. 5219-1-2
[First publication, January 8th, 1944]
[Second publication, January 22nd, 1944]

Fieri Facias

Recorder's Court

Québec, to wit: } THE CITY OF QUEBEC;
No. 3288/43 } against DAME MARIE
LEMAITRE DE LOTTINVILLE, of the City of Montreal, in the District of Montreal, widow of A. J. Nadeau, in his lifetime of Our City of Quebec, in Our District of Quebec, defendant; and MAURICE NADEAU, of the City of Montreal, in the District of Montreal, in his quality of heir of the late Dame A. J. Nadeau, defendant aforesaid, judgment rendered on November 25th, 1943; and GERMAINE NADEAU, of the City of Montreal, in the District of Montreal, in her quality of heir of the late Dame A. J. Nadeau, defendant aforesaid, judgment rendered on November 25th, 1943, defendants es-qualité, to wit:

Lot No. 1503 (one thousand five hundred and three) of the official cadastre for Jacques Cartier ward, now Saint-Roch ward, of the City of Quebec, being an emplacement situate at the corner of Saint Joseph and Grants streets (actually Mgr. Gauvreau) measuring 80 feet and 4 inches in width by 49 feet and 9 inches in depth, containing an area of 3,990 feet, English measure, equal to 3,513 feet French measure—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to payment of an annual rent of \$2.31 payable yearly in favour of the Estate of W. W. Baby, represented by Miss Alice Caron.

To be sold at my office, in the City of Quebec, on the ELEVENTH day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L. LAPIERRE, Sheriff.
Québec, January 5th, 1944. 5225-1-2
[First publication, January 8th, 1944]
[Second publication, January 22nd, 1944]

Index de la Gazette officielle de Québec, No 1

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:

Therrien vs Laperle..... 13

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

3908—Métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région de Saint-Hyacinthe. 13
3909—Fabrication des boîtes de carton gaufré dans la province de Québec..... 14

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

AVIS DIVERS:

Aviv Textiles Ltd..... 15
Grace Chapel..... 15
La Sarre Power Company Limited..... 15
Topaz Dress Incorporated..... 15

Index of the Quebec Official Gazette, No. 1

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Therrien vs Laperle..... 13

ORDERS IN COUNCIL:

3908—Barber and hairdresser trades in the district of St-Hyacinthe..... 13
3909—Manufacturing of corrugated paper boxes in the Province of Quebec..... 14

1 NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

1

MISCELLANEOUS NOTICES:

Aviv Textiles Ltd..... 15
Grace Chapel..... 15
La Sarre Power Company Limited..... 15
Topaz Dress Incorporated..... 15

BILLS, ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:

Bills privés 16

CHARTER—ABANDON DE:

Victoriaville Specialties Limited 16

DEMANDES À LA LÉGISLATURE:

Cantin, Joseph-Armand *et al.* 6
 Cap de la Madeleine, cité de 12
 Commissaires d'écoles de la ville de La Tuque 5
 Crédit Foncier Franco-Canadien 4
 Dolbeau, ville de 11
 Grand'Mère, cité de 7
 Hébertville Station, village de 4
 Hull, cité de 8
 L'Association Nationale de Bénéfices Mutuels 5
 Lavoie, Georges-Henri *et al.* 9
 Les Frères Maristes de Québec 8
 Montmorency, village de 10
 Montréal, cité de 8
 Shawinigan Falls, cité de 7
 Société d'Entreprise du Canada 11
 St-Colomb de Sillery, paroisse de 11
 St-Joseph, ville de 10
 St-Lambert, cité de 11
 Succession Louis Charles Godfroy de Tonnancour 6
 Succession Mary Everett 4
 Succession Monseigneur J.-A.-H. Blaquière 5
 Val d'Or, ville de 9
 Verdun, cité de 12

DÉPARTEMENTS—Avis des:

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Chambly, munic. scolaire de la paroisse . . . 16
 Ste-Rose-de-Lima, munic. scolaire 16

TRAVAIL:

Industrie de la lithographie de la province de Québec 17

TRÉSOR:

Assurances:

Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de l'Ange-Gardien d'Angers 17

LETTRES PATENTES:

Dufay Lumber and Industrial Company Limited 2
 The Chart and Market Service Inc. 3
 The Optimist Club of Montreal 3

MINUTES DE NOTAIRES:

Éthier, Gaspard 17

PROCLAMATION:

Convocation de la Législature pour l'expédition de ses affaires 18

VENTES POUR TAXES:

Delisle, canton de 19
 Lasalle, ville de 20
 Malartic, ville de 18
 Saint-Jérôme, paroisse de 19

BILLS, LEGISLATIVE ASSEMBLY:

Private bills 16

CHARTER—SURRENDER OF:

Victoriaville Specialties Limited 16

APPLICATIONS TO LEGISLATURE:

Cantin, Joseph-Armand *et al.* 6
 Cap de la Madeleine, city of 12
 School Commissioners of the town of La Tuque 5
 Crédit Foncier Franco-Canadien 4
 Dolbeau, town of 11
 Grand'Mère, city of 7
 Hébertville Station, village of 4
 Hull, city of 8
 The National Mutual Benefit Association 5
 Lavoie, Georges-Henri *et al.* 9
 Les Frères Maristes de Québec 8
 Montmorency, village of 10
 Montreal, city of 8
 Shawinigan Falls, city of 7
 Société d'Entreprise du Canada 11
 St-Colomb de Sillery, parish of 11
 St-Joseph, town of 10
 St-Lambert, city of 11
 Estate of Louis Charles Godfroy de Tonnancour 6
 Estate of Mary Everett 4
 Estate of Monseigneur J.-A.-H. Blaquière 5
 Val d'Or, town of 9
 Verdun, city of 12

DEPARTMENTAL NOTICES:

EDUCATION:

Chambly, school munic. of the parish 16
 Ste-Rose-de-Lima, school munic. 16

LABOUR:

Lithographic industry of the Province of Quebec 17

TREASURY:

Insurance:

Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de l'Ange-Gardien d'Angers 17

LETTERS PATENT:

—Dufay Lumber and Industrial Company Limited 2
 —The Chart and Market Service Inc. 3
 —The Optimist Club of Montreal 3

NOTARIAL MINUTES:

Éthier, Gaspard 17

PROCLAMATION:

Convocation of the Legislature for dispatch of business 18

SALES FOR TAXES:

Delisle, township of 19
 Lasalle, town of 20
 Malartic, town of 18
 Saint-Jérôme, parish of 19

VENTES PAR LES SHÉRIFS:

Abitibi:

Banque Canadienne de Commerce vs Bentley..... 22

Beauharnois:

Sauvé vs Berthiaume..... 23

Bonaventure:

Snell vs The Nouvelle Lumber Company Limited..... 23

Montréal:

Bélanger *et vir* vs Ouimet..... 24

Labow vs Sharpe *et al.*..... 25

Lamothe vs Vermette..... 24

Québec:

Bussièrès vs Gingras..... 25

Cité de Québec vs De Lottinville..... 26

5226-o

SHERIFFS' SALES:

Abitibi:

Canadian Bank of Commerce vs Bentley.. 22

Beauharnois:

Sauvé vs Berthiaume..... 23

Bonaventure:

Snell vs The Nouvelle Lumber Company Limited..... 23

Montreal:

Bélanger *et vir* vs Ouimet..... 24

Labow vs Sharpe *et al.*..... 25

Lamothe vs Vermette..... 24

Quebec:

Bussièrès vs Gingras..... 25

City of Quebec vs De Lottinville..... 26

5226-o